

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/1983/33  
19 janvier 1983

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/  
FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Trente-neuvième session  
Point 12 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES  
OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS LES PAYS  
ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Les droits de l'homme et les exodes massifs

Note du Secrétaire général

1. On se rappellera qu'à sa trente-huitième session, la Commission des droits de l'homme a examiné la question des droits de l'homme et des exodes massifs. A cette fin, la Commission était saisie de l'étude sur les droits de l'homme et les exodes massifs établie par le Rapporteur spécial, Sadruddin Aga Khan (E/CN.4/1503).

2. A ladite session, la Commission a adopté, le 11 mars 1982, la résolution 1982/32. Les paragraphes 4 et 5 du dispositif de la résolution sont rédigés comme suit :

"4. Invite les gouvernements intéressés, les organes de l'Organisation des Nations Unies ou les départements concernés, les institutions spécialisées, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales à communiquer au Secrétaire général leurs vues sur l'étude et les recommandations qu'elle contient;

5. Prie le Rapporteur spécial, pour faciliter l'examen de son étude par l'Assemblée générale, d'examiner plus avant ladite étude et les recommandations qu'elle contient avec les gouvernements intéressés, le Secrétaire général, les organes de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales, de transmettre à l'Assemblée générale, lorsqu'il présentera son étude, leurs observations accompagnées de ses commentaires et de rester disponible pour des consultations avec le Groupe d'experts gouvernementaux, selon que de besoin;"

3. A sa trente-septième session, l'Assemblée générale a adopté, le 17 décembre 1982, la résolution 37/186, intitulée "Les droits de l'homme et les exodes massifs". Le dispositif de cette résolution est rédigé comme suit :

"...

1. Félicite le Rapporteur spécial de son étude sur les droits de l'homme et les exodes massifs;

2. Renouvelle l'invitation adressée dans la résolution 1982/32 de la Commission des droits de l'homme aux gouvernements, aux organismes ou départements de l'Organisation des Nations Unies, aux institutions spécialisées pertinentes, aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales de communiquer au Secrétaire général leurs vues sur l'étude et sur les recommandations qui y figurent;

3. Prie le Secrétaire général de faire en sorte que les vues exprimées à cette date sur l'étude et ses recommandations par toutes les parties intéressées (gouvernements, organismes ou départements de l'Organisation des Nations Unies, institutions spécialisées pertinentes, organisations internationales et organisations non gouvernementales) ainsi que celles qui seront reçues dans l'intervalle, soient communiquées à la Commission des droits de l'homme à sa trente-neuvième session et au Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés afin de faciliter leur examen ultérieur de l'étude et des recommandations;

4. Invite la Commission des droits de l'homme à sa trente-neuvième session et le Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés, lors de réunions qui se tiendraient conformément à la résolution 37/ de l'Assemblée générale, à examiner soigneusement les aspects de l'étude du Rapporteur spécial qui relèvent de leurs mandats respectifs en tenant compte des vues exprimées par toutes les parties intéressées;

5. Prie le Secrétaire général de poursuivre l'examen des recommandations contenues dans l'étude, en tenant compte des vues des gouvernements et d'autres parties intéressées qui sont énumérées au paragraphe 3 ainsi que des débats de l'Assemblée générale à sa trente-septième session et de présenter un rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa trente-huitième session, afin de lui permettre de poursuivre l'examen de cette question;

6. Décide d'étudier la question des droits de l'homme et des exodes massifs à sa trente-huitième session."

4. La présente note a été établie en vertu du paragraphe 3 de la résolution de l'Assemblée générale précitée. Par le paragraphe 4 de la même résolution, l'Assemblée a invité la Commission à prendre en considération à sa trente-neuvième session, les vues des parties intéressées. Ces vues sont reproduites dans le présent document.

5. Conformément aux dispositions du paragraphe 5 du dispositif de la résolution 1982/32 de la Commission, des réponses sur le fond de la question ont été reçues d'un certain nombre de gouvernements, du Secrétaire général des Nations Unies, ainsi que d'un certain nombre d'organes et d'institutions spécialisées des Nations Unies, d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales, comme il est indiqué ci-dessous. Ces réponses font l'objet des annexes I à V du présent document.

a) Gouvernements

Allemagne, République fédérale d'

Australie

Belgique

Canada

Chine

Cuba

Chypre

Danemark

Espagne

Etats-Unis d'Amérique

France

Maurice

Suisse

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

b) Secrétaire général des Nations Unies

c) Organes ou départements de l'Organisation des Nations Unies

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe

Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

d) Institutions spécialisées

Bureau international du Travail

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Organisation mondiale de la santé

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Programme alimentaire mondial

e) Organisations non gouvernementales

Alliance internationale des femmes, Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines, Association des femmes du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est, Association internationale de droit pénal, Association internationale des juristes démocrates, Association internationale pour le progrès social, Commission internationale de juristes, Congrès juif mondial, Conseil international des femmes juives, Entraide universitaire mondiale, Fédération internationale des droits de l'homme, Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, Fédération internationale des femmes diplômées des universités, Fédération internationale des femmes juristes, Fédération internationale des résistants, International Organization for the Elimination of All forms of Racial Discrimination, Mouvement international des étudiants catholiques, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Mouvement contre le racisme, Service social international, Société anti-esclavagiste, Union des avocats arabes, Union des juristes arabes, Union internationale des organismes familiaux, Union mondiale des organisations féminines catholiques.

ANNEXE I

Gouvernements

AUSTRALIE

[29 septembre 1982]

Avant de soutenir l'initiative qui est à l'origine de l'Etude sur les droits de l'homme et les exodes massifs, l'Australie avait déjà approuvé la résolution 30 (XXXVI), adoptée par la Commission des droits de l'homme en 1980. Quant à l'initiative elle-même, elle a attiré l'attention sur la nécessité, pour la communauté internationale, d'explorer les causes des exodes massifs comme première mesure indispensable pour tenter d'apporter des solutions préventives à l'un des problèmes les plus graves de notre époque.

L'Australie estime, comme les autres pays, que la façon traditionnelle d'aborder le problème des réfugiés, laquelle met l'accent sur l'assistance humanitaire et les secours d'urgence après l'événement, ne permet plus de faire face à l'ampleur croissante de ce problème de dimensions mondiales, étant donné en particulier la fréquence et l'étendue des exodes de masse qui se sont produits au cours des dernières années. Il est urgent d'adopter une approche nouvelle globale qui ne vise pas simplement à remédier aux conséquences des exodes de masse.

L'étude sur les droits de l'homme et les exodes massifs établis par le Rapporteur spécial, le prince Sadruddin Aga Khan, représente un premier pas important dans cette nouvelle direction. L'Australie a trouvé un grand intérêt au texte qui a été présenté à la Commission des droits de l'homme cette année et elle a été l'un des coauteurs de la résolution 1982/32, par laquelle la Commission a transmis le rapport à l'Assemblée générale en demandant en même temps aux gouvernements et aux autres parties intéressées de formuler des observations. L'Australie jugeait essentiel que pût ainsi se maintenir l'impulsion donnée par l'étude.

Comme le Rapporteur spécial indique clairement dans son étude, les mesures de simple secours sont de plus en plus inadéquates devant l'ampleur considérable des problèmes. Ces mesures ne sont jamais suffisantes pour soulager l'anxiété et la misère dont souffrent des millions de réfugiés et de personnes déplacées dans de nombreuses régions du monde. Elles ne permettent pas non plus d'alléger, comme il est rappelé dans le préambule de la résolution, la lourde charge que ces mouvements brusques et massifs de populations imposent à la communauté internationale dans son ensemble, et plus particulièrement aux pays en développement dont les ressources propres sont limitées.

Les secours peuvent être, au mieux, un palliatif temporaire qui ne contribue guère à résoudre les problèmes inhérents aux grands mouvements de populations. Les désordres qui provoquent les départs en masse, et les exodes massifs eux-mêmes risquent de se poursuivre, et, à une échelle telle que la stabilité internationale elle-même peut se trouver compromise. Il s'agit donc d'envisager des mesures préventives, seule solution à long terme véritablement efficace. C'est pourquoi l'Australie a été coauteur de la résolution 36/148 de l'Assemblée générale, qui tend à l'élaboration d'instruments de coopération internationale propres à éviter de nouveaux courants massifs de réfugiés.

L'Australie estime que l'examen des causes des exodes de masse (que sous-entend la résolution adoptée par la Commission) et la concentration des efforts sur l'action préventive, découlant de la résolution de l'Assemblée générale, sont en fait des mesures complémentaires. Ces mesures doivent être considérées comme un progrès

important dans l'action entreprise en vue de résoudre les problèmes à la source même, tout en palliant les effets des exodes de masse par des moyens nouveaux.

L'attention portée par la communauté internationale aux problèmes particuliers des exodes massifs a été très nettement aiguisée par les événements dont s'est préoccupée la Commission des droits de l'homme. Cela s'est notamment traduit par la relation qui a été établie, dans la résolution prévoyant qu'une étude serait réalisée, entre les violations des droits de l'homme et les exodes massifs. De l'avis de l'Australie, le Rapporteur spécial a eu raison de désigner les frustrations d'ordre économique et social comme l'une des causes des exodes massifs. Il a aussi montré très clairement que les violations flagrantes des droits civils et politiques expliquent pour une large part le désir qu'ont beaucoup de personnes de quitter leur pays.

Toutefois, l'Australie est particulièrement satisfaite de ce que le Rapporteur spécial ait interprété son mandat de manière aussi large et que son étude ait été au-delà de la relation entre les droits de l'homme et les exodes massifs. Il est évident qu'aucun facteur ne peut être considéré comme l'unique cause des exodes de masse. Il existe un large éventail de ce que le prince Sadruddin appelle les "facteurs internes d'incitation au départ" : conflits idéologiques et culturels, problèmes de développement national, disparités économiques, catastrophes naturelles, etc. Le Rapporteur spécial a aussi dégagé certains "facteurs externes d'incitation au départ" : notamment l'espoir d'un meilleur traitement pour les personnes en quête d'asile, ainsi que l'attribution d'une aide, qui peuvent devenir mais ne devraient pas pouvoir devenir des motifs d'exode. L'étude contribue très utilement à l'exploration des causes en introduisant dans cette analyse la notion de facteurs internes et externes d'incitation au départ. En outre, elle traite des moyens de résoudre le problème dans une optique constructive et novatrice.

En résumé, l'Australie estime que l'étude a beaucoup enrichi la conception que la communauté internationale peut avoir d'un sujet auquel elle ne doit cesser de s'intéresser de près. Sans vouloir préjuger des travaux du Groupe d'experts, ni influencer sur ces travaux, l'Australie pense que ce dernier pourra en tirer grandement parti.

L'Australie félicite le Rapporteur spécial d'avoir produit un rapport si bien rédigé, si inhérent et si convaincant. Nous estimons que ce rapport donne un panorama complet des diverses causes expliquant les exodes de masse. En tant que tel, ce texte constitue une base solide dont la communauté internationale peut s'inspirer pour la suite de l'action qu'elle a entreprise en vue de trouver des solutions préventives au problème.

Conformément à la résolution 1982/32, l'Australie présente les observations suivantes sur les recommandations formulées dans l'étude :

#### Recommandation 1

Le Rapporteur spécial aborde la question complexe de la définition d'une situation d'exode massif, qu'il traite de façon irréprochable au chapitre 1 C) de l'étude. Plus loin, toutefois, il recommande une mise à jour des lois concernant les réfugiés, la nationalité et le travail, et un nouvel examen de la pratique de l'asile dans le contexte de la promotion d'un nouvel ordre humanitaire international.

L'Australie estime que l'examen de cette recommandation ne devrait entraîner aucun élargissement de la notion de "réfugié" et que, en fait, un tel élargissement pourrait compromettre des objectifs humanitaires; par exemple, amoindrir l'intérêt porté à ceux qui sont le plus en droit de bénéficier du statut de réfugié au sens courant à l'heure actuelle.

De l'avis de l'Australie, au lieu de chercher à élargir la notion de "réfugié", la communauté internationale devrait d'abord reconnaître la diversité des groupes qui constituent les mouvements de masse, pour s'employer ensuite à trouver des solutions adaptées à chacun de ces groupes. Elle devrait notamment tenir compte des facteurs suivants :

- la nécessité de fournir aide et protection d'urgence à toutes les personnes participant à un exode de masse dont le bien-être est menacé;
- la nature de ce qui provoque un exode de masse - par exemple politique, économique ou climatique;
- la question de savoir si la motivation est temporaire ou durable;
- la question de savoir s'il existe d'autres remèdes, par exemple l'aide au développement ou l'aide alimentaire;
- le coût extrêmement élevé de la réinstallation à la fois sur le plan strictement financier et du point de vue de l'acceptation par la population de l'aide aux réfugiés;
- la nécessité de veiller à ne pas laisser les pays de premier asile supporter tout le fardeau de l'exode de masse.

Il convient aussi de distinguer entre les "émigrants économiques" (qui, par exemple, quittent leur pays dans l'espoir de mener une vie plus aisée dans les pays industrialisés) et les personnes dont le départ est dû à la discrimination ou à la persécution économique ou encore à un effondrement de l'économie par suite d'une guerre ou de dissensions civiles. Le Rapporteur spécial évoque les difficultés qui résultent de la confusion de ces deux notions, et pourtant une certaine ambiguïté subsiste à cet égard dans l'étude.

Le Rapporteur spécial recommande notamment un nouvel examen de la pratique de l'asile dans le contexte de la promotion d'un nouvel ordre humanitaire international. L'Australie a été coauteur de la résolution 36/133 à l'Assemblée générale de l'ONU et s'est félicitée de son adoption, qu'elle considère comme une contribution appréciable au débat en cours sur les "autres méthodes" qui s'offrent en matière de droits de l'homme. Le vaste cadre proposé représente, de l'avis de l'Australie, un point de départ particulièrement utile pour plusieurs actions lancées dernièrement dans le domaine humanitaire, comme l'étude du Prince Sadruddin et l'initiative australienne relative à l'asile temporaire. A ce stade préliminaire, l'Australie ne juge pas opportun d'exposer ses vues en détail, mais à son avis l'examen des structures institutionnelles et des normes humanitaires internationales existantes en vue de circonscrire les carences importantes est la première mesure qu'il faille logiquement prendre au titre de la discussion de la proposition.

#### Recommandations 2, 3 et 5

L'Australie approuve que le Rapporteur spécial ait mis l'accent sur l'assistance au développement, position conforme à l'attitude positive qu'elle a elle-même adoptée sur ce point dans le passé. Elle est elle aussi d'avis que la façon dont la communauté internationale accorde à l'heure actuelle des secours d'urgence est trop souvent circonstancielle, inefficace et insuffisante. Elle pense aussi qu'en concentrant les efforts sur l'aide au développement et en liant l'aide à une stratégie générale de développement, on enlèverait de leur acuité à certains des problèmes du sous-développement (comme cela ressort des paragraphes 67 à 95 de l'étude, qui poussent les populations

à partir. Toutefois, cette action, bien que pouvant améliorer les conditions économiques dans la mesure où les personnes qui auraient autrement quitté leur pays dans l'espoir de mener une vie plus aisée dans le "Nord" industrialisé pourraient être disposées à rester dans leur pays, ne remédierait pas directement aux situations politiques qui, si souvent, sont la cause directe des mouvements de masse.

L'Australie reconnaît la nécessité d'une aide au développement efficace et d'une coordination entre d'une part les secours et d'autre part l'aide au développement. Cela va dans le sens de sa politique d'assistance actuelle, qui vise à aider les pays bénéficiaires à réaliser un développement équilibré. Cela correspondrait aussi à son optique prospective du débat Nord-Sud. Une telle action contribuerait à la stabilité des pays où l'on peut s'attendre à des exodes massifs comme il est indiqué au paragraphe 97 de l'étude.

L'Australie est sensible aux recommandations du Rapporteur spécial sur l'aide humanitaire et l'aide au développement en tant que moyen de s'attaquer aux causes des mouvements de masse, à savoir l'approche bilatérale et l'approche multilatérale (paragraphe 100), le service international de compensation du travail (paragraphe 103), l'harmonisation des critères (paragraphe 106) et la conception intégrée de la planification multidisciplinaire (paragraphe 108), recommandations à l'appui desquelles l'étude présente des arguments rationnels et convaincants. Ces idées méritent d'être approfondies et examinées en détail par la communauté internationale, éventuellement dans le cadre du Groupe d'experts.

Poursuivant sa politique passée, l'Australie a l'intention de soutenir les actions entreprises dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies en vue de coordonner l'aide humanitaire et l'aide au développement, cette coordination étant considérée comme l'un des moyens d'éviter de nouveaux exodes de masse. L'Australie estime que les propositions du Rapporteur spécial concernant l'approche bilatérale et l'approche multilatérale en matière d'aide, ainsi que l'harmonisation des critères, coïncident avec ses propres vues, à savoir que les pays en développement devraient être les premiers à déterminer la forme d'aide dont ils ont besoin. Ces propositions tendent à rationaliser et à coordonner l'assistance humanitaire et l'assistance au développement fournies par la communauté internationale. Les raisons pour lesquelles une telle rationalisation est nécessaire sont exposées de façon précise et convaincante par le Rapporteur spécial. Beaucoup d'efforts sont déjà déployés en ce sens dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. Quant à la mise en oeuvre des recommandations concernant l'aide, l'Australie est persuadée que l'UNDRO a un rôle à jouer et qu'il peut notamment rendre plus efficace la coordination des mesures prises sur le plan international pour faire face aux situations d'urgence.

#### Recommandation 4

Pour l'Australie, la recommandation selon laquelle il doit y avoir simultanément des démarches auprès du pays d'origine et auprès du pays d'asile montre l'importance que le Rapporteur spécial accorde à juste titre aux conséquences d'un afflux massif. Elle indique qu'il faut commencer par rechercher une solution durable au problème en ayant en vue l'aboutissement idéal, à savoir l'offre d'un asile temporaire aux personnes concernées, qui bénéficieraient ensuite d'un rapatriement volontaire.

L'asile temporaire peut se révéler un élément essentiel de l'approche internationale du problème des exodes de masse dans la mesure où il peut permettre d'atteindre la solution durable idéale qu'est le rapatriement volontaire. C'est en partie pour que l'intérêt du rapatriement volontaire dans certains cas d'afflux massifs soit dûment reconnu que l'Australie a proposé au Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire, à sa session de 1980, que le principe et la pratique de l'asile temporaire soient examinés par la communauté internationale. En tant que mécanisme associant l'accueil et la réalisation de solutions durables, l'asile temporaire est un aspect essentiel du système de protection internationale et il doit être examiné du point de vue du statut et de la réalisation de solutions durables.

L'Australie estime néanmoins que, dans les cas d'afflux massif, l'admission dans le pays d'asile ne peut être considérée automatiquement comme l'offre par ce dernier d'une solution durable. Cette conception dispenserait en fait le pays d'origine d'assumer l'importante responsabilité qui lui incombe et de prendre toutes les mesures possibles et voulues pour permettre aux personnes ayant quitté son territoire de revenir. L'Australie est persuadée que, si le droit pour le pays d'accueil de décider, dans certains cas de mouvements massifs, que l'admission est seulement une solution temporaire et le droit de faire appel à l'assistance de la communauté internationale tout entière pour trouver des remèdes satisfaisants n'étaient pas expressément reconnus, le régime de la protection internationale s'en trouverait grandement dénaturé, ce qui représenterait forcément une source de tension internationale.

#### Recommandations 6 et 7

Le Gouvernement australien ne voit pas très bien comment le mécanisme de recensement ou le système d'alerte rapide proposés fonctionneraient. Ces deux recommandations donnent à entendre qu'il y a dans le cadre institutionnel de l'Organisation des Nations Unies des carences auxquelles il convient de remédier. Or l'Australie estime qu'il faut réfléchir encore à la question, tâche dont pourrait être chargé le Groupe d'experts créé par la résolution 36/148 de l'Assemblée générale.

#### Recommandation 8

A certains égards, c'est là la suggestion la plus ambitieuse du Rapporteur spécial. Avant d'examiner plus à fond l'intérêt qu'elle présente, l'Australie voudrait savoir comment le "mécanisme de déclenchement" qu'elle implique doit être créé et comment il s'intégrerait au cadre institutionnel actuel du système des Nations Unies. Par exemple, il importe que le mécanisme ne fasse pas double emploi avec les fonctions du Haut Commissaire pour les réfugiés, mais il y a place pour un mécanisme qui, essentiellement, assurerait la liaison et la coordination requises pour que la communauté internationale remédie rapidement aux situations pouvant entraîner un exode de masse.

#### Recommandation 9

L'Australie juge particulièrement intéressante la suggestion tendant à faire appel à des "observateurs humanitaires" pour surveiller l'évolution des situations et contribuer par leur présence à une désescalade des tensions. Certes la



recommandation devra faire l'objet d'un débat plus poussé, mais il y a de nombreuses organisations non gouvernementales dont la contribution atteste déjà la valeur d'une action de ce type.

### Résumé

L'Australie a décidé de formuler dès maintenant des observations sur l'étude du Rapporteur spécial pour que ses vues préliminaires soient prises en considération au fur et à mesure que les travaux progresseront. Comme elle l'a déjà indiqué, elle estime que l'étude comporte de nombreux points qui sont propres à retenir l'attention du Groupe d'experts créé par la résolution 36/148 de l'Assemblée générale. Elle pense aussi que l'étude devra être analysée en détail et avec soin par le Secrétaire général - car elle contient des éléments qui intéressent la Commission des droits de l'homme et un certain nombre d'institutions spécialisées et d'organes tels que l'UNDRO. Cela étant, il semblerait opportun de prévoir un examen approfondi de l'étude qui permettrait d'obtenir d'autres réactions d'Etats membres, d'organisations internationales et d'organisations non gouvernementales. Tous les Etats et organisations devraient toutefois veiller à ce que leur politique eu égard aux afflux massifs de réfugiés s'inspire des principes rationnels, inspirés par un réel souci humanitaire, énoncés par le Rapporteur spécial.

BELGIQUE

[2 décembre 1982]

La Belgique considère que l'étude précitée constitue une contribution des plus utiles à l'examen du problème des exodes massifs de populations. Cette étude démontre que les violations des droits de l'homme constituent une des causes des mouvements de réfugiés ou de personnes déplacées.

Outre les raisons qui relèvent des politiques et pratiques d'oppression, d'agression, d'intervention et d'occupation étrangère, des facteurs socio-économiques, ainsi que des catastrophes naturelles, contribuent à la création de nouveaux courants de réfugiés.

Consciente des souffrances humaines qu'engendre la situation des réfugiés, la Belgique s'est portée coauteur de la résolution 36/148 ("Coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés").

La Belgique appuie l'établissement d'un groupe d'experts qui devraient fournir une étude complète sur tous les aspects du problème. Elle est d'avis que cette étude devrait aborder le problème de façon globale en y associant non seulement des juristes s'occupant des droits de l'homme et des libertés fondamentales, mais également les représentants qualifiés des organisations internationales compétentes pour la protection et l'assistance aux réfugiés et pour l'aide aux pays en voie de développement.

CANADA

[23 septembre 1982]

En se portant coauteur de la résolution 1982/32, adoptée par la Commission des droits de l'homme le 11 mars 1982, le Gouvernement canadien avait exprimé l'avis que votre excellente étude pouvait faire progresser notablement l'action en cours en vue d'améliorer l'accueil réservé par la communauté internationale aux problèmes humanitaires croissants auxquels le système des Nations Unies doit faire face. Un examen attentif de votre étude a renforcé mon gouvernement dans sa conviction : la mise en oeuvre de certaines de vos recommandations ferait beaucoup pour accroître l'aptitude du système des Nations Unies à s'acquitter des obligations de solidarité internationale qui lui incombent envers les millions de victimes actuelles et futures des exodes massifs et des déplacements de population.

Cette conclusion a été en partie inspirée au Gouvernement canadien par les vues que l'ancien Secrétaire général des Nations Unies a formulées dans son rapport annuel à la trente-cinquième session de l'Assemblée générale sur les efforts déployés par le système des Nations Unies dans le domaine humanitaire (A/35/1, p. 7 et 8). Ses observations sur le rôle déterminant que le système des Nations Unies sera de plus en plus appelé à jouer pour éviter les tragédies humaines, sur le rapport entre les facteurs politiques et les facteurs humanitaires dans les situations dont souffrent les réfugiés, sur la question de la sécurité et sur la nécessité de l'unification des politiques et de la planification préalable conjointe correspondent étroitement à votre propre analyse des mesures à adopter d'urgence pour que le système soit capable de résoudre les problèmes actuels et futurs qui se posent dans le domaine humanitaire.

Mon gouvernement espère donc qu'il sera possible, lors de l'examen de votre étude à la trente-septième session de l'Assemblée générale, de prendre des dispositions pour examiner et appliquer progressivement celles de vos recommandations qui coïncident avec les suggestions faites par le Secrétaire général dès 1980 en vue d'améliorer l'efficacité globale du système des Nations Unies dans le domaine humanitaire. Nous reconnaissons la complexité de certains des problèmes évoqués dans le rapport et la nécessité de les étudier de manière approfondie. Il y a sans doute néanmoins certaines recommandations dont l'Assemblée générale, à sa trente-septième session, pourrait envisager la mise en oeuvre immédiate et qui permettraient au système des Nations Unies de mieux faire face à certains des problèmes importants que pose l'assistance humanitaire. Nous comptons bien examiner ce point au sein de la Troisième Commission de l'Assemblée générale avec les autres délégations intéressées.

Quand, à la trente-quatrième session de la Commission des droits de l'homme, la délégation canadienne a soulevé pour la première fois la question du rapport entre les violations des droits de l'homme et les exodes de masse, elle n'avait qu'un objectif en vue : permettre à la communauté internationale d'accomplir la totalité des tâches qu'implique la solidarité internationale envers les millions de victimes de mouvements de populations toujours plus fréquents. Comme l'ont amplement prouvé toutes les résolutions et décisions adoptées par les organes des Nations Unies sur la question des réfugiés et des personnes déplacées, la responsabilité de la communauté internationale à cet égard est double : il faut, d'une part, assurer une aide d'urgence et une protection suffisantes aux victimes de ces exodes et partager le lourd fardeau imposé au pays de premier asile; et d'autre part s'efforcer d'éliminer ou du moins d'atténuer les causes profondes de ces mouvements de masse.

La première conclusion qu'on peut tirer de votre étude est que les deux aspects du phénomène des exodes de masse sont indissolublement liés. Le Gouvernement canadien pense donc, comme vous, que la méthode la plus appropriée, pour la communauté internationale, est de s'attaquer de manière cohérente et concertée au problème des exodes de masse dans sa globalité et de s'occuper simultanément de ses conséquences et de ses causes.

La deuxième conclusion qui ressort de votre étude est que les causes profondes des mouvements de masse sont à la fois complexes et multiples. Ainsi, vous estimez - et le Gouvernement canadien partage votre opinion - que le seul moyen d'éliminer ou d'atténuer les causes qui sont à l'origine des exodes de masse serait de recourir à une approche progressive et globale et à une action appropriée entreprise conjointement par les gouvernements intéressés et les organisations internationales compétentes.

Une autre conclusion générale que l'on peut tirer de votre étude est que les violations des droits de l'homme comptent parmi les causes principales des exodes de masse. Vous aviez évidemment pour mandat d'examiner le rapport entre les violations des droits de l'homme et les exodes massifs, comme le prévoient la résolution 35/196 de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1980 et les résolutions 30 (XXXVI) et 29 (XXXVII) de la Commission des droits de l'homme, en date du 11 mars 1980 et du 11 mars 1981. Maintenant que cette relation a été confirmée, il importe de veiller à ce que la Commission des droits de l'homme, comme tous les autres organes compétents du système des Nations Unies, se préoccupe, dans son domaine de compétence, de l'élimination ou de l'atténuation des causes profondes des exodes massifs.

Enfin, le Gouvernement canadien m'a chargé de vous adresser des chaleureuses félicitations, et il forme le vœu que la communauté internationale continue à bénéficier de votre précieux concours dans la poursuite de cette action primordiale.

REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

[21 août 1982]

Le Gouvernement chinois a examiné avec soin l'étude du Rapporteur spécial, Sadruddin Aga Khan, intitulée "Les droits de l'homme et les exodes massifs". Sur cette question qui préoccupe profondément le monde entier, le Gouvernement chinois souhaite formuler les vues ci-après :

1. Dans le monde actuel, il y a divers types d'exode, dont les causes, la nature, la gravité et les conséquences sont variables. Il est compréhensible que la communauté internationale et en particulier les pays les plus sérieusement touchés s'en inquiètent. Toutefois, il convient d'arrêter un ordre de priorité pour résoudre le problème. Autrement dit, parmi les différentes formes d'exode, la communauté internationale devrait s'occuper d'abord des plus urgentes et des plus graves dans sa recherche de solutions appropriées.

2. Dans son étude, Sadruddin Aga Khan déclare qu'il a surtout fondé ses conclusions sur des situations réelles, survenues entre 1970 et 1980. Le Gouvernement chinois, qui ne perd pas de vue les événements de cette période, est d'avis que, de tous les types d'exode, l'exode massif de réfugiés devrait être le principal sujet d'inquiétude de la communauté internationale. A l'heure actuelle, il y a plus de dix millions de réfugiés dans le monde. Les cas les plus alarmants pour nous sont ceux des réfugiés afghans dont le nombre dépasse quatre millions et qui ont afflué au Pakistan, en Iran et dans d'autres pays voisins, des deux millions environ de réfugiés vietnamiens, kampuchéens et laotiens partis de la péninsule indochinoise et dispersés dans le monde entier, des nombreux réfugiés palestiniens qui depuis de longues années sont tenus éloignés de leur foyer national et des nombreux réfugiés d'Afrique. L'époque moderne a rarement connu une telle détresse des réfugiés eux-mêmes et d'aussi graves conséquences du point de vue des pays d'accueil. Il ne s'agit pas seulement d'une violation grave et massive des droits de l'homme mais aussi d'une menace pour la paix et la stabilité de beaucoup de régions du monde. En bonne logique, la communauté internationale se doit donc de s'occuper avant tout de l'exode de masse des réfugiés.

3. Les causes de cet exode de masse peuvent être résumées comme suit :

1) certains Etats mènent des politiques d'agression et d'expansion et ont eu recours à la force militaire pour occuper d'autres pays souverains. Les habitants des pays envahis ont été contraints de quitter leur foyer en grand nombre et sont devenus des réfugiés; 2) dans certaines régions, les colonialistes et les racistes appliquent activement une politique de domination coloniale et de racisme, de sorte que les habitants, ne pouvant continuer à vivre chez eux, ont fui ailleurs; 3) les gouvernements de certains pays mènent une politique d'incitation à l'exode de persécutions brutales et de discrimination fondée sur l'origine nationale à l'encontre de leur population, forçant de nombreuses personnes à quitter leur foyer. Le Gouvernement chinois souhaite que l'Assemblée générale examine la question de l'exode de masse des réfugiés et des vagues nouvelles de réfugiés qui s'ensuivent, en vue de trouver des moyens de résoudre le problème à sa racine. Par ailleurs, étant donné que l'afflux d'une multitude de réfugiés s'explique aussi par des violations flagrantes et massives des droits de l'homme, la Commission des droits de l'homme des Nations Unies devrait aussi considérer la question comme un point important de son ordre du jour et prendre les mesures nécessaires à cet égard.

4. Dans le monde actuel, outre les exodes massifs de réfugiés, il existe d'autres types d'exode qui sont aussi une source de problèmes. Il s'agit essentiellement des départs provoqués par les catastrophes naturelles, des mouvements de travailleurs migrants et de l'exil dû à des conflits extérieurs ou intérieurs. Les vues du Gouvernement chinois sont les suivantes :

1) comme les catastrophes naturelles sont souvent inévitables et qu'il y a une limite à la capacité qu'a l'homme de maîtriser la nature, la solidarité doit se manifester devant les exodes provoqués par de semblables circonstances, et la communauté internationale se doit de fournir une aide aux victimes dans un esprit humanitaire; 2) la question des travailleurs migrants s'explique par des raisons historiques et par d'autres raisons. Le Gouvernement chinois approuve en principe les décisions prises par la Troisième Commission de l'Assemblée générale et par le Conseil économique et social d'élaborer une convention sur ce sujet; 3) il est possible de trouver une solution satisfaisante aux exodes provoqués par des conflits extérieurs ou intérieurs en s'en remettant d'abord aux Etats concernés pour qu'ils règlent leurs différends par des négociations pacifiques et dans un esprit de compréhension et de consultation mutuelles. Il peut être fait appel aux bons offices de la communauté internationale si cela est nécessaire.

Le Gouvernement chinois espère que les vues formulées ci-dessus seront utiles au Rapporteur spécial, Sadruddin Aga Khan, et lui permettront d'améliorer encore son étude.

## CUBA

[29 septembre 1982]

J'ai l'honneur de vous informer que la République de Cuba considère que pour étudier la question vitale des exodes massifs de personnes, il convient d'analyser les facteurs à l'origine des mouvements migratoires qui affectent des millions de personnes de ce qu'il est convenu d'appeler le tiers monde, et de prendre pleinement conscience de ces facteurs afin de les éliminer.

L'existence de régimes oppressifs et racistes, les agressions, le colonialisme, le néocolonialisme, le sionisme, l'apartheid, la domination, l'intervention et l'occupation étrangères sont les principales causes des courants massifs de réfugiés dans beaucoup de régions du monde et doivent, en tant que telles, être analysées et condamnées. Il faut également tenir compte de facteurs socio-économiques internationaux qui jouent un grand rôle dans l'appauvrissement et la terrible situation de misère et d'arriération des pays sous-développés, imputables, notamment, à la profonde crise économique internationale, à la persistance de guerres dévastatrices, à la course aux armements, aux agressions déstabilisatrices contre les pays en lutte pour conquérir leur autodétermination, à la destruction des ressources naturelles de base et à la détérioration progressive de l'environnement. L'émigration économique des pays sous-développés vers les pays développés est généralement due à la misère engendrée par le système brutal d'exploitation coloniale et impérialiste des peuples de ce que l'on appelle le tiers monde.

Seule l'instauration d'un nouvel ordre économique international qui assure une répartition équitable des richesses du monde, la suppression des injustices et des inégalités entre pays développés et pays sous-développés, l'élimination totale de la faim, du chômage, de l'analphabétisme, de l'insalubrité, et le respect et la jouissance absolus des droits inaliénables de l'homme permettrait de contenir dans une large mesure le phénomène migratoire mondial.

Cuba considère que, dans les démarches qu'elle accomplit pour apporter une solution à cette question délicate et complexe des exodes massifs, l'Organisation des Nations Unies devrait obliger les principaux responsables de cette tragique situation à mettre fin au pillage et à la domination impérialiste, colonialiste et néo-colonialiste, à empêcher l'opposition impérialiste à l'exercice du droit absolu des peuples à l'autodétermination, à condamner l'appui apporté par les impérialistes à l'apartheid, au sionisme et aux régimes coloniaux, à l'occupation étrangère et à la répression économique et financière utilisée comme un moyen d'agression ou d'intervention dans les pays sous-développés.

Le blocus économique imposé par les Etats-Unis à Cuba, la domination coloniale et l'agression dans les îles Malouines et, plus récemment encore, la volonté manifestée par les Etats-Unis d'exercer une répression économique contre l'URSS en bloquant la construction du gazoduc entre la Sibérie et l'Europe occidentale, constituent des exemples concrets et significatifs de la politique de corruption, de chantage et d'intimidation appliquée par l'impérialisme pour faire passer ses intérêts avant le progrès de l'humanité.

On ne peut pas oublier non plus que ce sont ces mêmes forces impérialistes qui ont causé et sont encore aujourd'hui à l'origine de la tragédie vécue, dans diverses parties du monde, par des centaines de milliers de réfugiés victimes de la politique des régimes racistes d'Afrique du Sud et du racisme farouche des sionistes d'Israël. Pour arriver à ses fins, l'impérialisme fait grossièrement l'étalage d'une richesse qui est en grande partie le fruit du pillage des ressources et l'exploitation des peuples sous-développés du monde.

Il ne faut pas permettre, d'autre part, que cette question des exodes massifs, de caractère manifestement humanitaire, soit utilisée par ceux qui dénaturent les efforts sincères et les objectifs louables qui doivent inspirer toute intervention dans ce domaine; il est donc indispensable que toute action concertée visant à trouver des moyens de coopération internationale soit conforme aux principes établis dans la Charte des Nations Unies et notamment au principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

Il faudrait se garder à cet égard de la formulation de propositions ou de critères institutionnels tendant à établir de nouveaux mécanismes, sous-organes ou comités de bons offices des Nations Unies : Cuba en tient la création pour inutile, car ils deviendraient un simple expédient au seul bénéfice de ceux qui ont provoqué l'exode et qui prétendent aujourd'hui se soustraire aux conséquences des flux migratoires, sans analyser le fond du problème.

Cuba estime que pour résoudre la question des exodes massifs il faut avant tout prendre l'avis de chacun des gouvernements intéressés afin d'éviter tout danger d'une approche partielle qui ne pourrait que susciter des difficultés et nuire à la recherche de solutions communes.

A propos des recommandations formulées dans le rapport, Cuba considère comme superflue la mise au point d'un système d'alerte rapide fondé sur le rassemblement impartial des informations et des données concernant des situations potentielles d'exode massif. Etant donné, en effet, qu'il s'agit d'un phénomène d'ampleur internationale dans lequel interviennent divers éléments ethniques, économiques, politiques, culturels et sociaux suscités essentiellement par l'impérialisme, il n'est pas souhaitable d'analyser la problématique des migrations en se limitant à une région déterminée; il faut au contraire l'envisager à l'échelle mondiale pour trouver des solutions d'ensemble qui profitent également à tous les pays.

Cuba est d'avis qu'un nouvel examen de l'ensemble des lois en vigueur sur la situation des réfugiés, leurs droits et en particulier les questions d'asile dans le contexte de la promotion d'un nouvel ordre humanitaire international serait prématuré, car cette proposition n'a pas encore été étudiée par les Etats; elle devrait être analysée d'abord par la Commission des droits de l'homme, organe qui, aux termes de son mandat, a pour obligation et pour fonction de s'occuper de toutes les questions concernant les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

Compte tenu de la nature et de l'importance de la question des exodes massifs dans le monde, Cuba considère qu'il faut s'abstenir de créer de nouveaux organes et d'engager de nouveaux débats car cela risquerait d'entraîner des doubles emplois; en effet, cette question fait déjà l'objet d'un point spécifique de l'ordre du jour de la Commission politique spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui a constitué un "Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés". La République de Cuba considère également que l'existence de ce groupe rend inutile la désignation d'un représentant spécial pour les questions humanitaires et la création d'un corps d'"observateurs humanitaires", proposées dans le rapport, car le groupe susmentionné est composé d'experts gouvernementaux investis de pouvoirs officiels et il est suffisamment représentatif pour pouvoir étudier toutes les questions qui ont une incidence sur les courants migratoires et résoudre ce problème mondial en faisant fond sur l'expérience des différents pays et la coopération internationale.



CHYPRE

[20 octobre 1982]

1. La Constitution de Chypre garantit à chacun qu'il soit ou non citoyen chypriote, les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. On trouvera en annexe la liste des articles de la Constitution chypriote qui correspondent aux dispositions de la Déclaration universelle.
2. Le Gouvernement chypriote appuie les recommandations présentées à la fin de l'étude.
3. Enfin, le gouvernement voudrait souligner qu'il considère les événements intervenus à Chypre en 1974 du fait de l'invasion turque comme un exode et un déplacement massifs de population des plus graves. Deux cent mille chypriotes grecs ont été contraints de quitter leur foyer à la suite de la violation par la Turquie de tous les droits garantis par la Déclaration universelle et par la Constitution chypriote. Des violations de ce genre continuent de se produire (voir le rapport de la Commission européenne des droits de l'homme adopté le 10 juillet 1976. Requêtes No 6780/74 et 6950/75 de Chypre contre la Turquie). Le gouvernement considère donc que le Rapporteur spécial aurait pu évoquer aussi les situations "où des dizaines ou des centaines de milliers de personnes contraintes de devenir des réfugiés dans leur propre pays ont besoin d'une assistance internationale".

ANNEXE

Déclaration universelle  
des droits de l'homme

Article 3

Article 4

" 5

" 6

" 7

" 8

" 9

" 10

" 11

" 12

" 13

" 17

" 18

" 19

" 20

" 21

" 22

" 23

" 26

Articles correspondants de la  
Constitution chypriote

Articles 7, 11

Article 10

" 8

" 28

" 28

Articles 29, 30

Article 11

" 30

Articles 12 (4), 12 (1)

" 15, 16, 17

" 13, 14

Article 23

" 18

" 19

" 21

" 31

" 9

" 25

" 20

DANEMARK

[15 septembre 1982]

Le Gouvernement danois estime que l'étude sur les droits de l'homme et les exodes massifs élaborée par le Rapporteur spécial offre une analyse excellente et approfondie des problèmes très complexes qui, malheureusement, deviennent de plus en plus courants du fait du grand nombre de cas regrettables d'afflux massif de réfugiés.

Au sujet des points 2 à 5 des recommandations contenues dans l'étude sur les droits de l'homme et les exodes massifs (propositions d'aide économique), le Gouvernement danois considère qu'il serait souhaitable de faire preuve de prudence en ce qui a trait à la normalisation des critères d'aide internationale, étant donné que les catastrophes qui provoquent des exodes massifs sont de nature et de caractère très divers.

On se souviendra que ce point de vue est également celui exprimé dans la résolution 36/225 concernant le renforcement de la capacité du système des Nations Unies de faire face aux catastrophes naturelles et autres situations revêtant le caractère d'une catastrophe, où il est indiqué que les efforts des Nations Unies doivent être pragmatiques et adaptés aux conditions concrètes de la catastrophe, qui varient selon les cas.

Pour ce qui est de la recommandation relative à la désignation d'un représentant spécial du Secrétaire général chargé des questions humanitaires, le Gouvernement danois craint que la création d'une telle institution ne complique la tâche des organismes existants des Nations Unies, en particulier du HCR.

Au sujet de la proposition tendant à créer un corps d'"observateurs humanitaires", il faut rappeler que la mission qu'il serait envisagé de confier à ce groupe d'observateurs est déjà assurée en grande partie par plusieurs organisations humanitaires, dont la moindre n'est pas le CICR. Désireux d'éviter les doubles emplois, le Danemark considère cette proposition comme peu opportune.

Il estime en revanche que l'amélioration du système existant d'alerte rapide concernant les situations potentielles d'exode massif est une idée qui mérite d'être approfondie.

Le Gouvernement danois, qui se propose de formuler d'autres observations au sujet de cette étude lors de son examen par les organes compétents, tient à souligner pour conclure que la question du respect des droits de l'homme mérite une attention prioritaire dans les travaux de l'Organisation des Nations Unies consacrés aux exodes massifs.

## REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

[14 septembre 1982]

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne se félicite de l'occasion qui lui est offerte de communiquer à son Altesse royale le Prince Sadruddin Aga Khan, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, ses commentaires au sujet de l'étude sur "Les droits de l'homme et les exodes massifs", commentaires que le Rapporteur spécial a sollicités le 10 juin 1982 en application du paragraphe 5 de la résolution 1982/32 adoptée par la Commission des droits de l'homme le 11 mars 1982.

Le Gouvernement fédéral a étudié avec intérêt les idées formulées par le Rapporteur spécial. Compte tenu des débats déjà consacrés à cette question et de la complexité de l'ensemble du problème, le Gouvernement fédéral considère que l'étude mérite d'être examinée de façon approfondie par les organes compétents des Nations Unies. Dans l'état actuel des choses, il semble prématuré de commenter en détail les divers aspects du problème traités dans cette étude. D'une manière générale, elle dénote une approche exhaustive du phénomène dit des "situations d'exode massif". Elle pose, sur le plan tant de l'analyse que des conclusions, toute une série de problèmes qui doivent encore être étudiés et éclaircis.

Le Gouvernement fédéral félicite le Rapporteur spécial de son étude sur "Les droits de l'homme et les exodes massifs" et attend avec intérêt le débat approfondi qui aura lieu à la Troisième commission au cours de la prochaine session de l'Assemblée générale.

FRANCE

[9 septembre 1982]

Le Rapporteur spécial distingue les "facteurs internes d'incitation au départ" et les "facteurs externes".

Les facteurs internes sont, à ses yeux,

a) tous les faits qui sont en contradiction avec les droits civils et politiques ou les droits économiques, sociaux et culturels et plus particulièrement avec certains de ces droits qu'il énumère (chapitre II);

b) les problèmes fondamentaux qui se posent aux pays en développement (chapitre III).

Les facteurs externes sont l'attrait du niveau de vie dans les pays industrialisés, l'attachement qu'affichent ces pays pour les droits de l'homme, la présence de communautés qui y sont déjà installées, l'aide apportée par la Communauté internationale aux réfugiés.

De l'avis du Gouvernement français ces facteurs ne sont pas des causes, c'est-à-dire des raisons directes et immédiates des exodes de masse. Les causes des exodes de masse sont des circonstances d'ordre politique soit :

a) la persécution dont une population est victime, les exactions auxquelles un régime se livre envers tous sans discrimination ou encore le refus - qui peut être une réaction de rejet - d'un nouveau régime jugé incompatible avec les coutumes, moeurs et croyances traditionnelles;

b) l'existence d'un conflit armé qui rend impossible la vie dans les zones de combat.

Le Rapporteur spécial constate pour sa part (paragraphe 62) que "les populations fuient leur pays natal pour diverses raisons généralement à la suite, non pas d'un fait isolé, mais d'un concours de circonstances parmi lesquelles on peut mentionner les guerres et les insurrections, l'effondrement de l'ordre, l'oppression et l'anarchie, les persécutions et le refus des gouvernements d'assurer un développement social et économique normal".

Les "facteurs" (internes ou externes) ne sont que les conditions qui ont pour effet de rendre certains pays plus sujets que d'autres aux exodes des masses quand les circonstances susceptibles de les produire se réalisent.

Cette distinction entre les "conditions" et les "causes" des exodes de masses suggère les conclusions suivantes :

a) Le traitement spécifique des exodes de masses ne concerne que les "causes". Toutefois les instances internationales et forums en charge des problèmes de développement devraient, comme le suggère le Rapporteur spécial (paragraphe 97), considérer que "l'octroi de l'aide étrangère devrait être davantage influencé... par des considérations humanitaires et être administré de manière à remédier au mieux aux conditions qui provoquent des exodes de masses".

b) Il est vrai et utile de dire que les "causes" des exodes de masses constituent par elles-mêmes ou entraînent des violations des droits de l'homme; mais il ne paraît pas nécessaire, quand elles se produisent, d'essayer de les qualifier juridiquement, c'est-à-dire de déterminer parmi les divers droits de l'homme ceux qui se trouvent violés. Il faut prendre ces causes dans leur nature politique et sociale et mener plutôt une action de médiation et de conciliation.

c) Le rapport démontre qu'outre la réflexion sur le traitement spécifique des exodes de masses, les Nations Unies doivent en conduire une autre sur l'aide humanitaire dans son ensemble, c'est-à-dire sur l'aide que la Communauté internationale apporte à des populations désemparées, aussi bien en urgence qu'en permanence, et aussi bien dans les catastrophes naturelles que dans celles provoquées par l'homme. A cet égard, il est justifié de regretter avec le Rapporteur spécial la confusion qui s'établit entre exodes de masses et courants migratoires à caractère économique (paragraphe 88) - "l'abus qui a été fait du droit d'asile" (paragraphe 89) au préjudice des réfugiés authentiques - l'inefficacité du mode actuel de mobilisation des contributions volontaires, qui rend souvent ces contributions inadaptées aux besoins de chaque situation. De l'avis du Gouvernement français une conception unifiée de l'aide humanitaire permettant une gestion aussi unifiée que possible de cette aide devrait être recherchée par les Nations Unies.

d) La réflexion sur le traitement spécifique des exodes de masses relève désormais de l'exercice conduit sous l'intitulé "prévention des nouveaux courants de réfugiés". Sans préjuger les conclusions de cet exercice, le Gouvernement français souligne qu'à son avis le rapport, en insistant sur les "conditions" notamment économiques et sociales régnant dans les pays en développement, qui favorisent le jeu des "causes" susceptibles d'aboutir à des exodes de masses, montre que la prévention de ces exodes n'est pas affaire de prévision. La prévision de certaines catastrophes naturelles est parfois possible, non celle des conflits, révolutions, désordres en tous genres. Aucune situation de tension n'est jamais telle qu'elle autorise la conclusion qu'elle aboutira nécessairement à un exode de masses. Il est clair qu'aucun pays n'accepterait une intervention internationale, quelque forme qu'elle revête, sur la base d'une telle conclusion. La prévention est affaire d'un code de conduite avec, peut-être, un contrôle international de son application (lequel contrôle n'exigerait alors pas nécessairement la création d'un nouvel organe).

e) Les recommandations présentées par le Rapporteur spécial donnent des orientations qui vont dans le bon sens et doivent être explorées. Il est à souhaiter que le Rapporteur spécial aura la possibilité et sera mis en mesure d'apporter le bénéfice de sa grande expérience et de la hauteur de ses vues au Groupe d'experts gouvernementaux sur la prévention de nouveaux courants de réfugiés.

MAURICE

[3 septembre 1982]

OBSERVATIONS

Le Gouvernement mauritien estime :

a) que les lois sur les réfugiés, sur la nationalité et sur le travail devraient être mises à jour et que la pratique de l'asile devrait faire l'objet d'un réexamen destiné à l'adapter à une évolution et à des situations nouvelles et à prévenir les abus de la part de ceux qui ne remplissent pas les conditions requises pour se voir reconnaître la qualité de réfugiés ou de personne en quête d'asile;

b) un représentant spécial pour les questions humanitaires devrait être nommé et avoir pour mission essentielle de désamorcer et de dépolitiser au plus tôt une situation potentiellement explosive qui pourrait se traduire par un exode massif. Il devrait pouvoir faire fonction de médiateur entre le pays d'origine et les pays d'asile. Nous considérons toutefois qu'il ne serait pas judicieux de constituer un "corps d'observateurs humanitaires". Il serait plus utile que le représentant spécial puisse avoir à ses côtés les assistants dont il pourrait avoir besoin pour lui permettre de s'acquitter de sa tâche. Ces assistants pourraient aider à mettre en place un mécanisme indépendant de recensement qui permettrait de connaître en permanence le nombre exact de personnes qui veulent quitter leur pays et qui sont de véritables réfugiés.

En ce qui concerne l'aide internationale, nous considérons qu'une fois que le représentant spécial pour les questions humanitaires aura déterminé les pays ou régions où il existe une situation potentielle d'exode massif, elle devrait être acheminée vers ces pays ou régions. Au lieu d'aider ultérieurement le pays d'asile à subvenir aux besoins des réfugiés, il faudrait toujours donner la priorité au pays d'origine. Toutefois, cette aide doit avant tout être dépolitisée. Les critères de sa répartition devraient être uniformes et normalisés. La plupart du temps, c'est au moment où le pays d'origine est en crise et a grand besoin d'une assistance que celle-ci est interrompue, ce qui déclenche un raz-de-marée de mécontents et de réfugiés. Comme il est indiqué à juste titre dans le rapport, l'aide devrait être considérée avant tout comme un instrument de stabilité.

## ESPAGNE

[11 novembre 1982]

Le Gouvernement espagnol a examiné avec soin l'étude sur les droits de l'homme et les exodes massifs établie par le Prince Sadruddin Aga Khan, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme.

Le Gouvernement espagnol approuve les préoccupations et les propositions énoncées dans le rapport et souscrit à la nécessité de mettre en oeuvre la résolution 36/136 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur un Nouvel ordre humanitaire international.

L'étude du Rapporteur spécial porte essentiellement sur les relations existant entre la violation des droits de l'homme et les exodes massifs. La Constitution espagnole de 1978 garantit la protection des droits de l'homme en Espagne. Le 21 octobre 1978, l'Espagne a adhéré à la Convention relative au statut des réfugiés, qui fait donc partie du droit espagnol.

L'Espagne considère que l'application de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme par tous les pays contribuerait de façon décisive à faire disparaître les principales causes des exodes massifs.

De l'avis du Gouvernement espagnol, le rassemblement et le traitement systématiques de toutes les données, même incomplètes, que l'on possède sur tous les exodes connus, considérés du point de vue tant de leurs origines et des flux eux-mêmes que des solutions adoptées ou des aides mises en oeuvre, constituent un bon moyen d'éviter les exodes massifs à l'avenir; on disposera ainsi d'une base pour chercher des solutions pratiques et efficaces, au moins dans les cas analogues qui pourraient se produire, et éviter de retomber dans les erreurs passées.

En ce qui concerne les recommandations contenues dans l'étude du Rapporteur spécial, le Gouvernement espagnol souhaite formuler les observations suivantes :

1.- La première recommandation semble trop générale et il faudrait formuler ou proposer quelques principes fondamentaux dont s'inspirerait la mise à jour recommandée.

Il convient d'indiquer ici que, conformément à cette recommandation, la législation espagnole fait actuellement l'objet d'une révision approfondie qui s'est déjà traduite et se traduira encore par une mise à jour des textes en vigueur destinée à adapter notre législation interne aux principes constitutionnels touchant à la protection et à la défense des droits de l'homme, et aux libertés fondamentales. On peut citer à titre d'exemple :

a) La loi 51/1982 du 13 juillet portant modification des articles 17 à 26 du Code Civil en matière de nationalité. Elle suppose une révision systématique du chapitre premier, intitulé "des Espagnols et des étrangers", aux termes de laquelle le principal élément de référence pour l'obtention de la nationalité espagnole par des étrangers est une résidence d'une certaine durée (une ou deux années) conformément aux critères dont s'inspirent les recommandations et les rapports de l'Organisation des Nations Unies en la matière.



b) Le projet de loi organique sur le droit et les libertés des étrangers en Espagne, publié au bulletin officiel des Cortes le 11 mai 1981, qui donne effet aux dispositions constitutionnelles selon lesquelles les étrangers jouissent en Espagne des libertés publiques garanties par la Constitution.

c) La mise à jour de la législation relative au droit du travail avec la promulgation du statut des travailleurs, fondé également sur le principe de la non-discrimination entre Espagnols et étrangers.

2.- En ce qui concerne la recommandation No 7, il apparaît que, si le rapport traite essentiellement des situations d'exode massif provoquées par des conflits armés ou des crises politiques, il cite aussi les désastres économiques parmi les causes possibles d'exode et évoque par ailleurs la situation des émigrants.

Il serait bon de faire mention à ce propos de la préoccupation que suscitent, parmi les autorités compétentes, non seulement les mesures destinées à restreindre et contenir les mouvements migratoires, mais aussi certaines dispositions prises par les pays les plus avancés sous l'effet de la crise économique. Ces dispositions ont entraîné un retour, souvent massif, d'une partie des émigrés qui, après avoir contribué par leur énergie et leur travail au relèvement et au développement économique des pays d'immigration, sont contraints en ces temps de crise de rentrer dans leur pays d'origine.

3.- Comme il est difficile de normaliser les critères de l'aide internationale du fait que chaque cas concret appelle des solutions tout à fait particulières, il serait souhaitable de créer une commission permanente pour les questions humanitaires qui coordonnerait de façon suivie l'assistance qui peut et doit être apportée; cela éviterait que l'aide émanant de nombreux organismes et Etats ne présente ce manque de cohérence qui fait invariablement que les ressources mises en oeuvre n'ont pas l'efficacité prévue ou ne servent pas les objectifs visés. Cette commission aurait pour fonction d'orienter, de conseiller et de mettre en rapport ces Etats et ces organismes et de mieux planifier l'assistance fournie. Elle serait dirigée par un représentant spécial (recommandation No 8) et devrait s'assurer le concours "d'observateurs humanitaires" (recommandation No 9) dans tous les pays, en particulier les pays d'émigration et les pays d'accueil.

4.- Les fonctions de ladite commission seraient notamment les suivantes :

- Evaluation des besoins économiques (recommandation No 2).
- Rassemblement continu d'informations sur les situations potentielles d'exode massif (recommandation No 7). Le système d'alerte rapide pourrait être assuré par l'observation de la situation dans les pays en proie à un conflit armé, à un extrémisme politique, religieux ou ethnique, ou à une catastrophe économique.

- Recensement des personnes ou des groupes touchés par les exodes (recommandation No 6).
- Coordination et planification de l'aide émanant de pays ou d'organismes (recommandations Nos 3, 4 et 5). Il faut souligner qu'une harmonisation sera très difficile à obtenir chaque fois que le motif ou la cause principale ou immédiate de l'exode sera politique; il faut s'attendre en effet qu'en pareil cas, le pays d'origine refusera tout concours ou fera même obstacle à la mission.
- De façon générale, étude et formulation des solutions qui permettraient d'éviter les exodes massifs ou s'ils se sont déjà produits, d'en éliminer ou d'en atténuer les répercussions.

5.- Quand les exodes massifs se sont déjà produits, l'action internationale doit porter essentiellement sur les moyens propres à modifier la situation politique, sociale ou économique et à permettre le rapatriement des intéressés; ce serait là en effet, pour eux comme pour les pays touchés, la solution la plus satisfaisante du point de vue social et économique, sous réserve que soit respecté le principe du libre consentement au rapatriement, afin qu'il n'y ait aucune confusion possible entre le rapatriement et les mesures que le pays d'accueil pourrait adopter afin d'encourager un retour massif dans leur pays d'origine des personnes déplacées pour des raisons politiques, sociales ou économiques.

SUISSE

[9 novembre 1982]

1. La Suisse sait gré au Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme d'avoir contribué, par un rapport lucide et courageux, à une meilleure compréhension des causes du phénomène des réfugiés et personnes déplacées qui concerne plus de 10 millions de personnes dans le monde. L'ampleur des mouvements massifs auxquels on a assisté ces dernières années, particulièrement dans les pays en développement, rend de plus en plus difficile la mise en oeuvre, à défaut d'un retour librement consenti dans le pays d'origine, de solutions tendant à l'intégration sur place de ces personnes ou à leur réinstallation dans des pays tiers. Il est dans ces conditions légitime et nécessaire que l'Organisation des Nations Unies, parallèlement aux efforts de ses agences dans le domaine de l'assistance aux réfugiés et personnes déplacées, se préoccupe des causes de ces exodes massifs en vue de déterminer comment il serait possible de les prévenir.
2. Les autorités suisses se félicitent de ce que le Rapporteur spécial ait clairement mis en évidence la relation qui existe entre les exodes massifs et les violations des droits de l'homme. Cette relation peut être étendue à toute violation du droit international et en particulier à la violation des règles qui, dans les Conventions de Genève sur la protection des victimes de la guerre et leurs protocoles additionnels, protègent les populations civiles contre les effets des hostilités.
3. Il importe cependant que l'étude des causes des mouvements massifs de populations et des moyens qui permettraient éventuellement de les prévenir n'entrave en aucune façon les activités des institutions internationales investies d'un mandat de protection ou chargées de tâches d'assistance. Leurs compétences respectives ainsi que leur caractère apolitique et humanitaire doivent être en effet sauvegardés.
4. La Suisse se réserve de s'exprimer ultérieurement sur les recommandations présentées par le Rapporteur spécial. Compte tenu de l'intérêt qu'elle a toujours manifesté pour les questions humanitaires, elle souhaiterait pouvoir participer aux discussions qui pourraient avoir lieu sur ce sujet. Elle se borne à ce stade à émettre des doutes quant à l'opportunité d'une mise à jour de textes conventionnels en vigueur dont le strict respect par toutes les parties contractantes permettrait d'éviter nombre des exodes massifs que le monde déplore aujourd'hui.
5. La Suisse souligne encore une fois qu'elle juge très positive la nouvelle approche qui se dessine au sein de la Commission des droits de l'homme tendant à mettre l'accent sur les causes des exodes massifs. Si une décision de principe devait être prise dans cette direction, des études complémentaires pourraient être entreprises portant sur l'ensemble des causes qui sont à l'origine des déplacements de populations.

## ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

[23 septembre 1982]

Le Royaume-Uni considère l'étude sur les droits de l'homme et les exodes massifs comme une contribution opportune à l'analyse du problème de plus en plus critique que posent les courants de réfugiés. Il faut féliciter le Rapporteur spécial d'avoir examiné ce problème à fond et sous de nombreux angles. Nous attendons avec intérêt les observations des autres gouvernements et des organisations concernées et ne manquerons pas de participer aux débats qui seront consacrés à l'étude à la trente-septième session de l'Assemblée générale.

Le problème des réfugiés est abordé dans cette étude avec un sérieux louable. Nous relevons notamment que le Rapporteur spécial insiste sur l'importance de la démocratie et d'élections en bonne et due forme, ainsi que sur la corrélation regrettable qui existe entre les exodes massifs et les violations des droits politiques. C'est souvent à elles que l'on doit la constitution de courants de réfugiés. L'étude devrait être pleinement prise en considération par le Groupe d'experts gouvernementaux sur la coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés, créé en application de la résolution 36/148 de l'Assemblée générale.

Les recommandations proposées par le Rapporteur spécial pour essayer de résoudre le problème des réfugiés offrent une bonne base pour la poursuite des études et des débats. Nous espérons que tout cela permettra de mettre en place les mécanismes de coopération efficaces, qui utilisent au mieux les compétences et les ressources disponibles dans le système des Nations Unies. Il faut s'efforcer de prévenir chaque fois que possible, l'apparition dudit problème ou, à défaut, de le résoudre définitivement et sans délai. Les problèmes locaux ou régionaux appellent, à notre avis, des solutions locales ou régionales, avec l'aide, le cas échéant, de la communauté internationale. Pour nombre de réfugiés, un rapatriement est bien préférable à un transfert dans d'autres pays et d'autres milieux culturels.

Nous ne manquerons pas de participer au débat que l'Assemblée générale des Nations Unies consacrera à l'étude du Rapporteur spécial sur cet important problème.

## ETATS-UNIS D'AMERIQUE

[30 novembre 1982]

En réponse à la demande formulée par le Rapporteur spécial, Sadruddin Aga Khan, en application de la résolution 1982/32 de la Commission des droits de l'homme intitulée "Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales où qu'elle se produise dans le monde, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants - Les droits de l'homme et les exodes massifs", le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est heureux de présenter ses observations concernant l'étude du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et les exodes massifs. Les Etats-Unis ont toujours insisté sur la nécessité de s'attaquer non seulement aux effets des exodes massifs mais aussi à leurs causes. Ils se félicitent donc de l'occasion qui leur est donnée de commenter l'étude sur les droits de l'homme et les exodes massifs et ne manqueront pas de participer au débat qui sera consacré aux conclusions du Rapporteur spécial à la trente-septième session de l'Assemblée générale. Indépendamment de tout accord de principe, il est essentiel de faire en sorte que le Secrétaire général et l'Organisation des Nations Unies puissent intervenir rapidement pour empêcher la création de courants de réfugiés, tout en respectant les droits de l'homme de ceux qui sont obligés de fuir leur pays.

Le Gouvernement des Etats-Unis sait gré à Sadruddin Aga Khan, Rapporteur spécial chargé d'étudier les droits de l'homme et les exodes massifs, de son étude dans laquelle il s'est attaqué à l'un des problèmes politiques, économiques et humanitaires les plus complexes qui se soient posés depuis la deuxième guerre mondiale.

C'est un problème considérable que celui des migrations massives. Il ressort de l'étude du Rapporteur spécial qu'une dizaine de millions de personnes sont soit réfugiées, soit déracinées à la suite de migrations internes. Sadruddin Aga Khan s'est efforcé de déterminer les liens qui existent fréquemment entre les exodes massifs d'individus et de groupes et les violations des droits de l'homme. Le Gouvernement des Etats-Unis relève que les travaux du Rapporteur spécial semblent compatibles avec la résolution adoptée sur l'initiative de la République fédérale d'Allemagne et tendant à développer la "coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés".

Le Rapporteur spécial conclut que si des violations des droits de l'homme peuvent faire partie intégrante du phénomène des exodes massifs, les causes essentielles de ce phénomène, à la fois nombreuses et complexes, sont surtout d'ordre économique. Il nous semble cependant que ce point de vue ne concorde pas avec les causes profondes des grands mouvements de réfugiés observables aujourd'hui, surtout en Asie du Sud et du Sud-Est.

Le Gouvernement des Etats-Unis relève également que, selon le Rapporteur spécial, nombre de caractéristiques positives des pays d'accueil, dites "facteurs externes d'incitation au départ", jouent un rôle important dans le processus des migrations. Le Rapporteur spécial souligne, par exemple, que les médias font connaître dans le monde entier les possibilités économiques et politiques qui s'offrent dans les pays développés. Toutefois, les Etats-Unis ont réussi dernièrement à limiter les facteurs incitant des réfugiés à s'installer dans le pays en mettant en place des services de soutien destinés essentiellement à rendre les réfugiés rapidement indépendants, au lieu de les faire bénéficier d'un programme continu de prestations.

Le Gouvernement des Etats-Unis est sensible à ces problèmes, et notamment à l'idée du Rapporteur spécial qu'en qualifiant abusivement des migrants de réfugiés afin de les faire bénéficier de mécanismes de secours, on a rendu la distinction entre réfugiés et migrants plus floue. On peut même penser que l'abus du droit d'asile a limité la capacité d'absorption des pays développés en raison de l'ampleur des dépenses encourues

par ces pays au titre de la réinstallation. Pour Sadruddin Aga Khan, le moment est venu de mettre à jour la législation relative au statut, à la nationalité et au droit au travail des réfugiés et de reconsidérer la question du droit d'asile, compte tenu de la nécessité d'instaurer ce qu'il est convenu d'appeler un nouvel ordre humanitaire international. Le débat relatif à ce nouvel ordre humanitaire international n'en est qu'à un stade préliminaire. Le Gouvernement des Etats-Unis a fait connaître au Secrétaire général ses vues à ce propos; elles sont résumées dans le document A/37/145.

Le Gouvernement des Etats-Unis est tout à fait conscient de la nécessité d'une politique uniforme, claire, cohérente et rationnelle en matière d'immigration et de réfugiés. Le Refugee Act (Loi sur les réfugiés) de 1980, le rapport de la President's Select Commission on Immigration and Refugee Policy (Commission présidentielle spéciale sur les politiques en matière d'immigration et de réfugiés) et les travaux de l'Executive Inter-Agency Task Force (Groupe de travail interorganisations) mis en place par le Président Reagan, sont les moyens que le Gouvernement américain s'est donné pour tenter de résoudre, sur le plan national, certains des problèmes évoqués dans l'étude du Rapporteur spécial. Le Refugee Act de 1980 est conforme à la tradition qui veut que les Etats-Unis répondent aux besoins pressants des personnes victimes des persécutions dans leur pays, par différentes mesures, selon les cas : assistance humanitaire destinée à permettre à ces personnes de subsister dans les régions d'accueil, action tendant à développer les possibilités de réinstallation ou de rapatriement volontaire, une aide en matière de transport et pour l'accomplissement des formalités nécessaires, admission dans le pays de réfugiés auxquels les Etats-Unis portent un intérêt particulier pour des raisons humanitaires et assistance temporaire aux personnes réfugiées aux Etats-Unis. Le Congrès américain a déclaré en outre que les Etats-Unis ont pour politique d'encourager toutes les nations à participer aux efforts destinés à offrir aux réfugiés une aide et des possibilités de réinstallation aussi complètes que possible. En remplaçant les définitions particulières qui étaient données des réfugiés dans leur législation antérieure (et qui se fondaient sur des considérations géographiques ou idéologiques) par la définition admise à l'échelon international, les Etats-Unis ont essayé d'introduire dans leur droit un critère général de distinction entre réfugiés et migrants, ainsi qu'entre motifs d'ordre politique ou d'ordre économique du départ. Comme le souligne l'étude, il y a des situations complexes où il est difficile de distinguer entre motivations politiques et motivations économiques. Le Gouvernement des Etats-Unis se propose d'établir une distinction plus nette entre motifs économiques et motifs politiques des migrations par l'application du Refugee Act de 1980 et la révision (déjà entreprise) de l'Immigration and Nationality Act.

Quand les mouvements migratoires sont déclenchés par des facteurs d'ordre essentiellement économique, il faudrait en principe organiser l'assistance de manière à renforcer la stabilité et la viabilité économiques du pays d'émigration, afin d'inciter les migrants à y retourner ou de remédier aux difficultés qui suscitent l'exode massif. Le Gouvernement américain comprend aisément que le Rapporteur spécial souhaite l'adoption d'une approche intégrée, multidisciplinaire et planifiée des problèmes liés aux situations d'urgence qui réclament une aide humanitaire massive. Comme il l'indique dans son étude, "on se fonde parfois pour la fourniture de cette aide sur des décisions occasionnelles qui ressemblent davantage à des réactions en chaîne qu'à des actions planifiées". Il ajoute plus loin : "La planification dans le cas des exodes massifs doit être orientée dès le début vers la recherche de solutions". Le Gouvernement américain souscrit dans l'ensemble à l'idée de Sadruddin Aga Khan qu'une évaluation rapide des causes profondes des exodes massifs s'impose.

Le Gouvernement des Etats-Unis est prêt à approuver la nomination d'un représentant spécial du Secrétaire général si tel est le vœu de l'Assemblée générale, à condition que ce représentant spécial ait pour mission essentielle d'améliorer les mécanismes en vigueur dans le système des Nations Unies pour traiter les problèmes des droits de l'homme et des exodes massifs et de renforcer la coordination existante. Nous souhaiterions que le Secrétaire général évalue les résultats obtenus par le représentant spécial et détermine s'il est nécessaire de maintenir une instance distincte des mécanismes déjà établis dans le système des Nations Unies. Le Secrétaire général devrait présenter son rapport à ce sujet à la Commission des droits de l'homme de l'ONU avant l'expiration de son présent mandat.

Il ne faut pas perdre de vue l'importance de la contribution apportée par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés à la satisfaction des besoins d'assistance immédiats des populations de réfugiés. L'ampleur et la complexité des programmes d'aide aux réfugiés ont augmenté de façon spectaculaire depuis quelques années, à cause, essentiellement, des situations d'urgence auxquelles il a fallu répondre dans le tiers monde. Entre 1978 et 1981, le budget du HCR est passé de 129 millions de dollars à 454 millions et ses effectifs de 771 à 1 534 personnes. Comme les problèmes de réfugiés se posent principalement aujourd'hui non plus en Europe occidentale mais dans le tiers monde, des programmes ont été organisés dans des régions où les difficultés logistiques et politiques sont extrêmement aiguës. Le HCR étant par définition une organisation apolitique, il a dû, ces dernières années, situer son action au carrefour mal circonscrit du droit, de la politique et des principes humanitaires. Sa tâche est donc devenue de plus en plus difficile à mesure que la nature même des problèmes de réfugiés le contraignait à mettre en oeuvre des politiques et des programmes s'adressant non plus à quelques individus, mais à de vastes groupes de population. Les efforts associés à cette évolution, qui n'a pas manqué d'être très déroutante, auraient tout à gagner à une internationalisation des programmes et à une amélioration de la planification et de la gestion des actions de secours. La contribution du HCR doit être prise en considération dans toute planification à long terme de l'assistance et des secours.

Le Gouvernement des Etats-Unis tient à remercier Sadruddin Aga Khan des efforts qu'il a déployés pour cerner le problème des exodes massifs. Il convient qu'il faudrait développer les communications entre pays d'origine des réfugiés et pays d'accueil, organiser un système d'alerte rapide qui pourrait permettre d'atténuer les incidences des situations d'urgence associées aux migrations massives, et prévoir un mécanisme de déclenchement afin d'intervenir immédiatement et opportunément en cas de crise. Il estime, fondamentalement, que les organismes existants des Nations Unies pourraient accomplir la plupart de ces tâches à condition de s'acquitter efficacement de leur mission et de se compléter mutuellement, et sous réserve que leurs travaux soient coordonnés et orientés comme il convient par le Secrétaire général.

Il faut enfin que le représentant spécial du Secrétaire général jouisse du respect de toute la communauté internationale pour pouvoir s'acquitter d'une tâche qui touche à des domaines extrêmement délicats sur le plan politique. L'Assemblée générale devra examiner avec soin le mandat du représentant spécial ainsi que les candidatures aux fonctions correspondantes. Le Gouvernement des Etats-Unis insiste également pour que toutes les dépenses afférentes à l'activité du représentant spécial soient absorbées par l'Organisation des Nations Unies, conformément à la politique de croissance nette zéro des programmes.

ANNEXE II

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

[11 octobre 1982]

Tout d'abord, je tiens à vous féliciter pour la profondeur et la pénétration exceptionnelles de ce rapport concernant l'un des plus graves problèmes de notre époque. Etant donné l'ampleur de la détresse humaine engendrée par les exodes massifs, il est à la fois opportun et urgent de déterminer si, et de quelle manière, les mécanismes internationaux existants peuvent être améliorés en vue de résoudre cette question.

Je trouve excellente l'approche conceptuelle que vous avez adoptée et accueille favorablement les propositions novatrices que vous avez formulées. J'espère de tout coeur que l'Assemblée générale leur accordera la plus grande attention lors de sa trente-septième session et les abordera dans l'esprit purement humanitaire qui les a inspirées.

Je pense que certaines des recommandations contenues dans votre rapport peuvent être examinées plus avant et mises en application dans le cadre des présents mandats et ressources du système des Nations Unies. Telles sont les propositions concernant la réévaluation des besoins économiques des pays en développement en fonction des causes possibles des exodes massifs, la création d'un service international de compensation du travail, la normalisation des critères d'aide internationale, la nécessité d'une approche intégrée en matière d'aide multilatérale et bilatérale, et le recours à des équipes multidisciplinaires d'évaluation. D'autres propositions, telles que celle concernant la création d'un corps d'"observateurs humanitaires", nécessiteraient effectivement le consentement des gouvernements concernés, voire une sanction législative. En ce qui concerne cette proposition, je pense comme vous que dans de nombreuses circonstances, une présence internationale pourrait être un facteur important de stabilisation et de modération.

L'une des propositions les plus novatrices concerne la surveillance et l'évaluation des situations qui pourraient aboutir à d'importants mouvements de population, c'est-à-dire en fait la mise au point d'un système d'alerte rapide à l'égard des problèmes éventuels. A ce sujet, vous aurez sans doute remarqué que dans mon rapport annuel sur l'activité de l'Organisation, j'ai dit mon intention de "développer une capacité élargie et plus systématique d'établir les faits dans les zones de conflit potentiel", conformément au rôle préventif que confère au Secrétaire général l'Article 99 de la Charte.

Je crois qu'il est bien évident que la réussite de ces efforts pourrait aussi aider dans une mesure importante à atteindre l'objectif que vous décrivez, consistant à s'efforcer d'éviter de nouveaux mouvements massifs de population.

Il m'intéressera d'apprendre, à travers les délibérations de l'Assemblée générale au sujet de votre rapport, si les Etats Membres estiment que ce concept pourrait aussi être étendu aux secteurs où des violations ou la suppression des droits de l'homme sont susceptibles de conduire à des exodes massifs et où un examen préalable et des missions de bons offices pourraient empêcher une détérioration de la situation.



A ce propos, il m'intéresserait également de connaître la position des Etats Membres à l'égard de la proposition de grande valeur tendant à ce que je nomme un représentant spécial pour les questions humanitaires. De toute évidence, la création d'un tel poste devrait être étudiée avec attention, étant donné que le rôle éventuel d'un tel représentant, et sans aucun doute son efficacité dépendraient nécessairement de la coopération et de la compréhension des Etats souverains. En conséquence, il conviendrait de déterminer le mandat de ce représentant d'une manière qui corresponde exactement, d'une part, aux intentions des Etats Membres et d'autre part, aux mécanismes existants et aux possibilités actuelles du système des Nations Unies.

ANNEXE III

Organes ou départements de l'Organisation des Nations Unies  
COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

[9 septembre 1982]

L'étude porte tout d'abord sur le rôle que jouent dans les exodes massifs l'inexistence ou l'effondrement des institutions qui consacrent la primauté du droit, et les violations des droits de l'homme qui y sont associées. Dans de nombreuses régions du monde, les Etats qui se sont constitués au sortir de l'ère coloniale et ont été formés de ce fait de groupes ethniques différents, portent encore la marque des circonstances dans lesquelles ils ont vu le jour. Lorsque les gouvernements essaient de forger l'unité nationale aux fins du développement socio-économique, les efforts qu'ils déploient pour lutter contre les forces ethniques centrifuges provoquent des conflits entre l'Etat et l'individu. Dans bien des cas aussi, le colonialisme a favorisé certains groupes auxquels il a conféré un pouvoir de domination politique et économique. Bien que la perpétuation de telles inégalités soit contraire au concept de droits de l'homme, leur élimination peut conduire à violer les droits de ceux qui ont hérité de la situation ainsi créée.

Le Rapporteur spécial constate que les conditions ne sont guère favorables aux droits de l'homme dans un monde en développement qui est en proie aux difficultés économiques liées à la croissance démographique, à la pénurie alimentaire, à l'inflation, au chômage et à la dégradation de l'environnement. La manifestation de certaines frustrations économiques a eu pour effet d'ébranler les structures sociales et leurs fondements, sapant les défenses institutionnelles des droits de l'homme. Tôt ou tard apparaissent des forces autoritaires qui compromettent encore davantage une structure sociale déjà fragile, ou même se substituent à elle.

Les facteurs d'incitation au départ existant dans le pays d'origine sont renforcés par des facteurs d'attraction externes. Les postes à transistors et la télévision ont pénétré dans les pays en développement, faisant miroiter aux yeux de chacun l'abondance et le confort qui règnent dans les pays riches. En proclamant leur attachement à la démocratie et en condamnant les régimes dictatoriaux, les pays industrialisés occidentaux renforcent leur image de champions des droits de l'homme offrant à tous, notamment aux minorités, un traitement équitable.

Si l'on a abusé du droit d'asile et qualifié un nombre exagéré de personnes de réfugiés, c'est en raison de la multiplicité des facteurs qui incitent des individus à passer d'un pays à l'autre. Conscient qu'il y a eu, par une réaction en retour, une érosion des principes régissant le droit d'asile qui est préjudiciable aux réfugiés authentiques, le Rapporteur spécial recommande une mise à jour des lois relatives aux réfugiés, à la nationalité et au travail, l'exécution de recensements impartiaux et la constitution d'un corps d'observateurs humanitaires des Nations Unies qui serait chargé de surveiller sur place les mouvements d'exode massifs.

Les courants de réfugiés grèvent les ressources économiques des pays d'accueil et pèsent sur leurs structures sociales. La charge qu'ils constituent est, de plus en plus, supportée par des pays en développement qui, compte tenu de la modicité de leurs ressources, ont besoin d'une aide internationale. Quels que soient les erreurs d'aiguillage, les doubles emplois et les distorsions dans la répartition géographique, le fait même que cette aide existe a été un puissant facteur externe d'incitation au départ. Tenant compte de ces critiques, le Rapporteur spécial recommande l'adoption

d'une approche intégrée associant l'aide bilatérale et l'aide multilatérale, et la normalisation des critères de l'aide matérielle. Le Rapporteur spécial préconise le recours à des mesures de prévention multidisciplinaires de préférence à des actions correctives et circonstanciées comme celles que l'on mène aujourd'hui, l'objet étant d'identifier les exodes possibles et d'orienter l'aide internationale vers les pays d'origine potentiels.

Certaines formes d'exode massif ont des conséquences préjudiciables pour les pays d'origine. En raison de la crise économique qui sévit actuellement, les travailleurs migrants employés dans les pays industrialisés d'Europe occidentale sont menacés d'un rapatriement qui aggraverait la situation des pays en développement. L'exode des compétences est un phénomène d'ampleur moindre mais tout aussi néfaste, puisque des spécialistes aux compétences essentielles pour les pays en développement - médecins et ingénieurs par exemple - quittent ces pays en direction des pays industrialisés occidentaux, attirés qu'ils sont par de meilleures conditions matérielles.

Peut-être y a-t-il lieu de noter ici que les exodes massifs de population, qu'ils soient dus à des facteurs d'ordre politique ou à des raisons économiques, ne sont pas inconnus dans la région de la CESAP. En fait, ce phénomène affecte presque tous les pays de la région sous une forme ou une autre. Voici quelques exemples :

<u>Pays d'origine</u>	<u>Pays d'accueil</u>	<u>Raison</u>
1) Afghanistan Birmanie	Pakistan Bangladesh	Conflit interne Exode de musulmans cherchant à échapper aux mauvais traitements qui leur seraient infligés
2) Thaïlande Kampuchea ) Laos ) Viêt Nam )	Malaisie Malaisie, Philippines, Hong-kong, Thaïlande	" Insatisfaction politique et économique
3) République de Corée ) Inde ) Philippines ) Thaïlande ) Pakistan )	Moyen-Orient	"Travailleurs invités"
4) Malaisie ) Thaïlande ) Indonésie ) Chine	Singapour Hong-kong	"Travailleurs invités" Insatisfaction politique et économique
5) Viet Nam	Chine	Expulsion de Vietnamiens d'ascendance chinoise

En ce qui concerne les exodes de population imputables à des conflits internes, au Kampuchea et en Afghanistan notamment, il est impossible de prendre les mesures de prévention préconisées dans l'étude en raison des incidences et des complications politiques possibles. Il n'est pas rare que l'aide internationale aux personnes déplacées doive être réduite parce que son attribution donne lieu à des accusations d'ingérence dans les affaires intérieures. Sous l'effet de la crise économique, les pays industrialisés occidentaux sont moins enclins à favoriser la réinstallation de réfugiés chez eux, si bien que les pays en développement qui leur ont accordé asile pourraient bien avoir à supporter de façon permanente la charge que leur présence constitue. Quant à ceux qui soutiennent que les programmes de réinstallation encouragent les migrations, ils sont probablement favorables à leur suppression.

Les problèmes que posent ces exodes massifs en provenance et en direction de la région de la CESAP mériteraient une attention accrue et plus active de la part de toutes les institutions et de tous les organismes compétents du système des Nations Unies.

Les exodes massifs qui se produisent dans beaucoup de régions du monde sont un symptôme douloureux des déséquilibres politiques et économiques de l'heure. Le Rapporteur spécial étudie objectivement ce fléau sous tous ses angles, analyse clairement ses nombreuses causes et ses multiples prolongements, et formule des recommandations pratiques destinées à y porter remède. Tant que les droits de l'homme seront violés, en raison de l'incapacité des gouvernements ou avec leur connivence, et que les injustices économiques persisteront, les exodes massifs de population se poursuivront.

HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

[15 septembre 1982]

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés accueille avec satisfaction l'étude approfondie qui a été menée des causes des exodes massifs; elle permettra de mieux comprendre ces phénomènes dans le monde entier et de développer la coopération internationale en vue de les prévenir. Par leur nature même, les exodes massifs de réfugiés sont sources de souffrances et de privations considérables pour la plupart des intéressés; la communauté internationale doit donc considérer l'action destinée à empêcher que de telles tragédies ne se produisent comme un objectif important et puissant. Le HCR craint toutefois qu'en s'occupant des causes des afflux de réfugiés on ne batte en brèche ou ne compromette - peut-être par inadvertance - un certain nombre de principes de base ou de pratiques établies. Il convient de citer notamment le principe énoncé à l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme selon lequel devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays, ainsi que du principe du non-refoulement qui s'applique aux réfugiés tels qu'ils sont définis dans la Convention de l'ONU de 1951 relative au statut des réfugiés, dans le Protocole de 1967 et dans le Statut du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, ainsi que dans la Convention de l'OUA de 1969 régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique. On considère aujourd'hui que le principe du non-refoulement s'applique également aux personnes qui, même si elles ne répondent pas à la définition du réfugié donnée dans les divers instruments précités peuvent néanmoins avoir des motifs valables - c'est-à-dire des motifs qui ne soient pas seulement d'ordre économique ou de convenance personnelle - de quitter leur pays d'origine ou de ne pas y retourner.

Compte tenu de la nécessité de respecter ces principes, la première recommandation du rapport, qui tend à une "mise à jour" des lois sur les réfugiés, sur la nationalité et sur le travail, ainsi qu'un nouvel examen de la pratique de l'asile, nous a quelque peu inquiétés car elle pourrait être interprétée de manière restrictive.

Le Haut Commissariat approuve bien entendu sans réserve l'idée qu'il faut veiller, par des moyens appropriés, à ce que le droit d'asile ne soit pas revendiqué abusivement par des personnes qui ne sauraient à l'évidence y prétendre. Il estime toutefois que les mesures évoquées dans la recommandation ne devraient se traduire ni par l'établissement d'une définition restrictive du réfugié, ni par une limitation des dispositions législatives et des pratiques établies en matière d'asile et applicables aux réfugiés et aux autres personnes qui remplissent les conditions requises pour bénéficier d'une protection internationale. Ces concepts, législations et pratiques ont été mis au point et adaptés au cours des trente dernières années dans le souci de répondre à des situations nouvelles qui se sont créées dans différentes régions du monde. Ils ont été progressivement mis à jour, notamment dans les Etats parties à la Convention de l'ONU de 1951 relative au statut des réfugiés et au Protocole de 1967 (93 Etats à ce jour), à la Convention de l'OUA de 1969 régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique et à la Convention américaine relative aux droits de l'homme adoptée à San José (Costa Rica) en 1969. Ils ont également été élaborés plus avant par plusieurs résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui ont élargi progressivement la compétence du HCR pour lui permettre de faire face à des situations nouvelles.

Le HCR a donc constaté avec satisfaction qu'en présentant son étude à la Commission des droits de l'homme, le Prince Sadruddin Aga Khan a expressément indiqué que les recommandations contenues dans son rapport concernant les législations et la pratique de l'asile ne visaient pas à amoindrir la portée de la législation internationale en vigueur applicable aux réfugiés et que toute mesure touchant la législation internationale devait tenir compte des principes de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés. Il est également encourageant de noter que ce point de vue semble correspondre à celui que la Commission des droits de l'homme a adopté dans sa résolution 1982/32, où elle rappelle, au dernier alinéa du préambule, les principes fondamentaux établis pour la protection internationale des réfugiés et la nécessité de faire en sorte que ces principes soient pleinement respectés et maintenus. Pour le HCR, cette formule signifie que la recommandation susmentionnée ne doit pas être exécutée ou appliquée de façon restrictive.

Le Haut Commissariat tient également à faire quelques observations sur les recommandations de l'étude relatives à la mise en place de mécanismes appropriés pour faire face au phénomène des exodes massifs. De l'avis du HCR, il faut définir clairement les fonctions de ces mécanismes afin d'éviter les doubles emplois et la prolifération d'organes appelés à s'occuper des mêmes questions. Il faudrait donc pousser l'analyse plus loin et préciser que ces mécanismes s'attaqueront essentiellement aux causes des exodes massifs dans les pays d'origine et que les problèmes de la protection et de l'assistance aux populations réfugiées elles-mêmes relèveront du HCR, organe international créé à cet effet dans le cadre du système des Nations Unies. Le HCR espère également qu'au cours de l'examen de toute recommandation visant à améliorer l'action internationale destinée à remédier aux exodes massifs, il sera dûment tenu compte de l'importance d'une complémentarité entre les dispositions envisagées et les fonctions confiées au HCR.

En conclusion, le HCR est convaincu que l'étude préparée par le Prince Sadruddin Aga Khan aidera les gouvernements à mieux comprendre les causes des exodes massifs et à s'entendre sur les moyens d'une action concertée destinée à éviter l'apparition des conditions qui peuvent susciter ces exodes, ou à y porter remède. La promotion des droits de l'homme, dans leurs aspects collectifs aussi bien qu'individuels, et du droit humanitaire, le renoncement au recours illégal à la force et le renforcement de la coopération économique internationale pour lutter contre la pauvreté sont autant de facteurs qui peuvent contribuer sensiblement à freiner les mouvements massifs et incontrôlés de personnes et à en minimiser les conséquences.

BUREAU DU COORDONNATEUR DES NATIONS UNIES POUR LES SECOURS  
EN CAS DE CATASTROPHE

[30 septembre 1982]

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter chaleureusement pour ce rapport à la fois étendu et détaillé ainsi que pour la clarté de l'analyse qui y est faite et pour la pertinence des points mis en lumière. Bien qu'il ne concerne pas directement les activités du Bureau du Coordonnateur, ce rapport nous a été très utile à mes collègues et à moi-même car nombre de ses conclusions s'appliquent à toutes les activités de caractère humanitaire.

J'approuve tout particulièrement vos recommandations et suggestions concernant :

- 1) le réexamen et la mise à jour des législations nationales touchant aux situations d'urgence, en vue de l'obtention d'un équilibre judicieux entre responsabilités nationales et internationales; 2) la normalisation des critères de l'aide internationale; 3) l'opportunité d'une action préventive en direction des pays concernés afin de lutter contre les situations d'urgence avant qu'elles ne se produisent, notamment par la mise en place d'un système d'alerte rapide; 4) une meilleure intégration de l'assistance bilatérale et multilatérale; 5) l'amélioration des méthodes de recensement des personnes touchées.

Je suis tout à fait conscient, bien entendu, que les importants domaines d'activité future esquissés dans le rapport exigeront de gros efforts de la part de tous les intéressés; le Bureau du Coordonnateur est tout prêt à y participer et à y contribuer.

Qu'il me soit permis, pour conclure, de vous dire que j'ai hautement apprécié ce travail important et exemplaire, et en ai tiré le plus grand profit.

#### ANNEXE IV

##### Institutions spécialisées

#### ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

[30 septembre 1982]

Nous trouvons l'étude extrêmement utile : elle touche à tout un ensemble de problèmes relatifs aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux rapatriés, considérés à la fois du point de vue humanitaire et sous l'angle politique. Elle a trait aussi à l'aide internationale et bilatérale. La plupart des problèmes sont bien connus, même si les efforts déployés pour les résoudre n'aboutissent pas toujours.

Nous pensons qu'on pourrait peut-être prêter une plus grande attention aux activités et à l'expérience des organisations internationales compétentes et serions favorables à une poursuite des échanges de vues avec les institutions spécialisées au sujet des recommandations, en vue de l'obtention d'un consensus avant que l'étude ne soit transmise au Conseil économique et social. Nous souscrivons néanmoins la recommandation relative à la simultanéité des démarches auprès du pays d'origine et auprès du pays d'asile (paragraphe 4 des recommandations).



BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

[23 septembre 1982]

Comme je vous l'ai déjà indiqué, j'ai pris note avec un vif intérêt de cette étude approfondie d'un problème particulièrement grave qui est cause de grandes privations et de grandes souffrances pour quantité d'êtres humains. Le rappel des événements intervenus au cours de la dernière décennie et les monographies contenus dans les annexes de la première version de l'étude ont très bien fait ressortir l'ampleur et l'urgence du problème.

Nous avons étudié attentivement les conclusions et les recommandations de votre rapport, dans la mesure notamment où elles peuvent appeler des interventions dans des domaines qui sont de la compétence de l'OIT. Tel est le cas, par exemple des migrations internationales de travailleurs en quête d'emploi.

Au paragraphe 105, vous soulevez la question d'une compensation qui pourrait être offerte aux pays victimes d'une hémorragie de main-d'oeuvre. Peut-être ne trouverez-vous pas inutile, à cet égard, de prendre connaissance du document de travail ci-joint établi par le Chef du Service de la migration internationale pour l'emploi du BIT, et intitulé "Towards a system of recompense for international labour migration" (Vers un système de compensation pour les migrations internationales de main-d'oeuvre). La dernière partie de ce document contient l'esquisse d'un modèle d'accord sur la question.

A propos des mesures envisagées par l'ONU pour améliorer la situation et faire respecter les droits de l'homme et la dignité de tous les travailleurs migrants (paragraphe 104), je souhaite souligner que l'OIT participe activement, au sein du Groupe de travail créé par l'Assemblée générale de l'ONU, à l'élaboration d'une convention mondiale sur la question. Elle a aussi ses propres programmes touchant les travailleurs migrants. Vous aviez déjà noté dans votre étude un certain nombre de publications de l'OIT, notamment l'ouvrage sur les migrations internationales et le développement dans le monde arabe, édité en 1980. Parmi les autres publications récentes de l'OIT, on peut citer : Black migration to South Africa (1981) dont les auteurs étudient la possibilité de réduire, et, à terme, de supprimer la dépendance des pays de la région exportateurs de travailleurs migrants à l'égard du marché du travail de l'Afrique du Sud, et Trade in place of migration (1978).

Au paragraphe 118 de votre étude et dans les recommandations finales, vous préconisez une mise à jour des lois sur le travail. Je suppose qu'il s'agit notamment des législations relatives aux conditions d'admission et d'emploi des travailleurs étrangers. Ces questions ont fait l'objet dernièrement d'un certain nombre de nouveaux instruments de l'OIT, à savoir la Convention sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), de 1975 (No 143), la Recommandation sur les travailleurs migrants, de 1975 (No 151) et la Convention sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, de 1982 (No 157). Les instruments adoptés en 1975 visent à prévenir et éliminer les trafics de main-d'oeuvre, à promouvoir l'égalité des chances et de traitement pour les travailleurs migrants et leurs familles, et à encourager l'élaboration de politiques sociales adaptées aux besoins particuliers des travailleurs migrants et de leurs familles, tandis que la Convention de 1982 porte sur la conservation des droits à la sécurité sociale de personnes qui ont été employées dans différents pays. Il serait souhaitable de tenir compte de ces normes dans la mise à jour proposée des lois sur le travail.

Au cas où vous souhaiteriez examiner plus en détail la manière dont il conviendrait de modifier la législation du travail pour **tenir compte** des problèmes créés par les mouvements de population qui font l'objet de votre étude, je serai heureux de prendre les dispositions nécessaires pour que vous puissiez vous entretenir avec le personnel des services techniques compétents du Bureau.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

[2 mars 1982]

La richesse d'idées de l'introduction, la présentation lucide des faits, complété par une série de conclusions bien amenées, l'utilité des renseignements contenus dans les annexes et la bibliographie très complète sont autant d'éléments qui font de ce document, à mon avis, un travail d'une remarquable valeur; il ne manquera pas de donner lieu à un fructueux débat à la Commission des droits de l'homme.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

[pas de date]

Je voudrais, au nom du Directeur général, vous remercier d'avoir bien voulu m'envoyer le texte provisoire de votre rapport sur les droits de l'homme et les exodes massifs. Ce n'est pas seulement une étude sans complaisance sur les populations émigrées, mais aussi et surtout, une exhortation passionnée à agir pour rendre la dignité à ces millions de personnes forcées de vivre loin de chez elles, et leur assurer le respect de leurs droits. Je voudrais vous dire combien la lecture d'un tel rapport est stimulante, et combien les citations sont bienvenues. Qu'il me soit permis d'espérer, avec George Bernanos et vous-même, que ces efforts seront couronnés de succès.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION,  
LA SCIENCE ET LA CULTURE

[25 mai 1982]

Votre longue expérience de la question des exodes massifs, qui aura marqué la deuxième moitié de ce siècle, vous a permis d'offrir à la communauté internationale une analyse pertinente des aspects économiques, sociaux, politiques et culturels du problème.

Dans la première de vos recommandations, vous touchez à la délicate question de la structure de la société internationale et de l'esprit de solidarité qui devrait en être le fondement, en suggérant une série de mesures importantes et indispensables à prendre dans la perspective de l'établissement d'un "Nouvel ordre humanitaire international". Cette notion, qui devrait susciter d'emblée une réaction favorable dans tous les milieux, doit encore recevoir une définition claire et concrète. Nul doute que votre étude n'y contribue.

En ce qui concerne les problèmes des réfugiés d'Asie, il serait peut-être utile d'envisager, suivant en cela l'exemple de la Convention de l'OUA, l'élaboration d'une nouvelle convention qui porterait sur les aspects spécifiques du problème des réfugiés sur ce continent. L'UNESCO serait disposée à participer pleinement à pareille activité.

L'idée de la création d'un corps d'"observateurs humanitaires" énoncée au paragraphe 9 des recommandations est particulièrement intéressante et l'on pourrait peut-être demander à la Croix-Rouge internationale de l'étudier plus avant à la lumière de sa longue expérience.

Afin que les diverses idées et suggestions contenues dans votre étude soient pleinement mises à profit, j'ai demandé à tous les services intéressés de l'UNESCO de l'étudier attentivement et de s'y reporter chaque fois que l'Organisation est appelée à contribuer, dans ses domaines de compétence, à la solution des problèmes qui se posent dans ce domaine.

Je voudrais à ce propos vous informer qu'à la trente-huitième session de la Commission des droits de l'homme, le représentant de l'UNESCO avait fait un exposé assez détaillé sur l'action de l'Organisation touchant aux exodes massifs. Vous trouverez ci-joint copie de cette déclaration, pour votre information.

Le rapport sur l'aide aux réfugiés d'Asie que j'ai présenté au Conseil exécutif de l'UNESCO à sa cent-quatorzième session (5-21 mai 1982) devrait aussi, je pense, vous intéresser. Vous trouverez ci-joint copie de ce rapport (document 114 EX/29) ainsi que le texte de la décision que le Conseil a adopté après l'avoir examiné 1/.

---

1/ Peut être consulté au Secrétariat.

Commission des droits de l'homme - Trente-huitième session

DECLARATION DU REPRESENTANT DE L'UNESCO SUR LE POINT 12 b)

Exodes massifs

Monsieur le Président,

Permettez-mois, à l'occasion de ce débat sur le point 12 de l'ordre du jour, de dresser un rapide bilan des activités que l'UNESCO a menées dernièrement en vue de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, et en particulier ceux des réfugiés. Comme l'a admirablement dit le prince Sadruddin Aga Khan, Rapporteur spécial de la Commission chargé d'étudier les droits de l'homme et les exodes massifs, "les mouvements de réfugiés et de personnes déplacées ont atteint une telle ampleur qu'ils sont devenus un sujet de préoccupation croissante pour la communauté internationale".

Le problème des réfugiés, et en particulier celui des exodes massifs, n'est pas seulement l'un des plus tragiques de notre temps : c'est aussi un motif de préoccupation croissante et peut-être l'une des questions politiques les plus délicates et les plus complexes auxquelles la communauté internationale doit faire face. Tel qu'il se manifeste à l'heure actuelle, il est le fruit de contradictions singulièrement vives et d'ordre à la fois idéologique, politique, économique et culturel. Dans une société fondée sur le principe de l'Etat nation, on peut considérer le réfugié, d'une part, comme le symbole d'un problème créé par telle ou telle structure politique et, d'autre part, comme la preuve vivante de la nécessité de pareille structure pour la préservation des droits fondamentaux et des libertés de la personne humaine.

En d'autres termes, l'homme déraciné et arraché à son pays, qu'il en ait été chassé ou qu'il ait décidé de fuir, que ce soit pour des raisons religieuses, idéologiques, politiques, sociales, économiques ou raciales, ou même par suite de quelque catastrophe naturelle, met toujours en cause la structure de la société internationale et l'esprit de solidarité sur lequel elle repose.

Mais les problèmes que soulève le nombre croissant des réfugiés sont plus difficiles à résoudre car ils touchent surtout, aujourd'hui, des pays qui n'ont pas l'infrastructure économique ou sociale nécessaire pour pouvoir les résoudre de façon systématique et sereine.

Il est actuellement des gouvernements que l'arrivée massive de réfugiés confronte à des problèmes apparemment insurmontables, en dépit de la solidarité manifestée par la communauté internationale.

En outre, la recherche de solutions se heurte à de nombreux obstacles. L'aggravation du chômage et de l'inflation ainsi que la persistance de la stagnation économique - notamment dans les pays industrialisés - avec les réactions de xénophobie qu'elles entraînent dans leur sillage, la détérioration croissante de la situation de certains pays en développement, les disparités croissantes entre régions, entre pays, et même à l'intérieur de ces derniers, le maintien, quand ce n'est pas l'aggravation, de la tension entre les grandes puissances, sont autant de facteurs qui ne favorisent guère la recherche conjointe de solutions concertées à ce grave problème politique et humanitaire.

C'est un problème qui s'impose à l'attention de la communauté internationale à deux titres. D'abord, parce que le drame des réfugiés, par son ampleur, l'oblige à agir et que la question des droits les plus élémentaires de l'homme peut aujourd'hui être

traîtée à l'échelle internationale. Ensuite, parce que le problème des réfugiés n'est pas seulement la conséquence des échecs de certains pays et de l'unité internationale : il menace directement l'unité et la paix internationales. Nul ne peut plus nier aujourd'hui, semble-t-il, qu'il contribue parfois à l'apparition ou à l'aggravation, dans certains pays, de situations conflictuelles dans les domaines économique, social et politique.

Monsieur le Président, si l'UNESCO n'est pas une institution vouée à la protection des réfugiés, comme le HCR, il faut cependant - parce qu'elle est une organisation intergouvernementale chargée de prouver la paix et la sauvegarde des droits et des libertés fondamentales de l'homme par l'éducation, la science et la culture, dont le développement est de ce fait son principal objectif - il lui faut, dis-je, mener résolument, dans les limites de sa compétence, des activités visant à améliorer le sort des réfugiés et à mieux faire respecter leurs droits d'êtres humains.

C'est la raison pour laquelle, Monsieur le Président, à sa vingt et unième session, tenue à Belgrade en septembre et octobre 1980, la Conférence générale, instance suprême de l'UNESCO, n'a pas seulement rappelé, dans sa résolution 1/01, la nécessité, pour l'Organisation, d'intensifier l'aide qu'elle apporte aux réfugiés dans ses domaines de compétence, notamment par une action éducative; elle a aussi invité le Directeur général, par sa résolution 7/05, à apporter une aide aux réfugiés d'Asie dans le cadre du programme approuvé, notamment "en affectant toutes les ressources extra-budgétaires susceptibles d'être obtenues à cet effet à des activités spécialement conçues pour fournir à ces réfugiés, en coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'UNICEF et d'autres organisations, une aide relevant de la compétence de l'UNESCO, notamment dans les domaines de l'éducation et de la culture".

L'UNESCO mène actuellement deux sortes d'activités, distinctes mais complémentaires. La première, qui ressortit essentiellement à l'éducation, est liée à la mission fondamentale de l'Organisation dans ce domaine. La seconde, plus caractéristique, relève de la vocation générale de l'UNESCO dans le domaine des droits de l'homme, et plus particulièrement dans celui de l'enseignement de ces droits. Sa contribution en la matière est liée au rôle qu'elle joue dans la promotion de la recherche en sciences sociales et est indispensable à l'élucidation des conditions associées aux violations, ou au contraire à l'exercice, des droits de l'homme.

C'est ainsi que l'UNESCO a organisé à Tokyo, du 7 au 11 décembre 1981, avec la collaboration du HCR et de l'Université des Nations Unies, un Colloque sur la promotion, la diffusion et l'enseignement des droits fondamentaux de la personne humaine des réfugiés.

Ce colloque a porté, notamment, sur l'étude du problème des réfugiés considéré dans ses dimensions sociales, politiques et économiques, les concepts fondamentaux et l'évolution du droit international applicable aux réfugiés, les rapports entre droits de l'homme et droit humanitaire, ainsi que la promotion et la diffusion des droits fondamentaux aux échelons international et régional. Mais le colloque a été consacré aussi à l'étude des problèmes que posent l'enseignement et la recherche universitaire dans ce domaine. Dans leurs conclusions, les experts ont souligné notamment que les déplacements et les mouvements massifs de population figurent parmi les problèmes les plus difficiles et les plus complexes qui se posent à la communauté internationale. Ils ont été d'avis que ces questions devraient faire l'objet d'un vaste débat et d'une étude approfondie, qui porteraient notamment sur les mesures à prendre pour améliorer la situation, changer les conditions qui conduisent à de tels drames humains, et, bien entendu, prévenir les exodes massifs.

Après avoir rappelé les principes fondamentaux des droits de l'homme et du droit humanitaire applicable aux réfugiés ainsi que les obligations découlant du droit international applicable aux réfugiés, les participants ont affirmé qu'il fallait entreprendre d'urgence des recherches interdisciplinaires sur les causes politiques, sociales et économiques du phénomène, en vue, notamment, de déterminer dans quelle mesure les divers systèmes de protection existants permettent de faire face aux changements qui interviennent dans ce domaine.

Ils ont souligné la nécessité de développer l'enseignement universitaire relatif aux différents aspects du problème des réfugiés, notamment en organisant des cours et des séminaires spécialement consacrés à cette question.

Dans ce domaine, l'éducation ne devrait pas seulement faire mieux comprendre à l'opinion publique la nature inaliénable des droits de l'homme et du droit international applicable aux réfugiés; elle devrait aussi avoir pour but de faire mieux connaître tous les aspects de la protection des réfugiés aux groupes sociaux appelés à intervenir directement dans les arrangements les concernant. Il faudrait, par exemple, mettre au point des cours spéciaux à l'intention des personnes qui ont affaire aux réfugiés - fonctionnaires des ministères des affaires étrangères, des services d'immigration, de la police et de l'armée, juristes et personnel chargé des opérations de secours par exemple.

Les experts ont proposé aussi la création, aux niveaux national, régional et international, d'établissements d'enseignement et de recherche et de centres de documentation dont la fonction serait de promouvoir les droits de l'homme et le droit humanitaire international, y compris le droit international applicable aux réfugiés.

En application des recommandations du colloque de Tokyo, l'Unesco élabore actuellement, avec le concours du HCR, un manuel sur l'enseignement et la recherche universitaire relatifs aux droits fondamentaux des réfugiés. Il s'agira d'un ouvrage de référence destiné principalement aux étudiants qui se spécialisent dans les droits de l'homme et les sciences sociales et qui cherchent à approfondir leur connaissance des différents aspects de la question des réfugiés.

On peut aussi compter, sans risque de se tromper, que l'Unesco, conformément aux recommandations du colloque et à sa mission générale, s'emploiera à développer les recherches de sciences sociales relatives aux diverses causes du problème des réfugiés et des exodes massifs, à leurs effets sur les pays d'asile et les lieux d'accueil, ainsi qu'à leur incidence sur la politique internationale.

Monsieur le Président, le service de la distribution et des ventes tient à la disposition des délégations des exemplaires des actes du colloque qui contiennent les conclusions et les recommandations des participants. Elles y trouveront, j'en suis convaincu, nombre d'idées fécondes qui donneront un nouvel élan à l'action entreprise en faveur de ces populations infortunées.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

## ANNEXE V

Organisations non gouvernementales

[Société antiesclavagiste, Union des avocats arabes, Fédération internationale des résistants, Alliance internationale des femmes, Association internationale des juristes démocrates, Association internationale du droit pénal, Association internationale du progrès social, Commission internationale de juristes, Conseil international des femmes juives, Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, Fédération internationale des femmes diplômées des universités, Fédération internationale des femmes juristes, Mouvement international des étudiants catholiques, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Service social international, Union internationale des organisations familiales, Mouvement contre le racisme, Pan-Pacific and South-East Asia Women's Association, Union des juristes arabes, Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté, Congrès juif mondial, Union mondiale des organisations féminines catholiques, Entraide universitaire mondiale, Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines.]

Les ONG soussignées se félicitent vivement de tout effort accompli pour s'attaquer à la cause des exodes massifs de personnes quittant leur pays d'origine par suite de violations des droits de l'homme. Ces efforts sont importants aussi dans la mesure où ils peuvent empêcher que des personnes qui souhaitent quitter leur pays pour des raisons uniquement économiques ne soient contraintes de le faire à la faveur de ces mouvements de réfugiés. A l'inverse, il faut prendre soin aussi de ne pas considérer comme des migrants guidés par des motifs purement économiques des personnes qui ont besoin d'une protection et d'une aide internationales dans le contexte du problème des réfugiés.

Il importe donc au plus haut point, quand on s'intéresse aux causes de ce problème, de veiller à ce qu'il ne soit pas porté atteinte à certains principes fondamentaux et pratiques établies. Ces principes peuvent s'énoncer comme suit :

- a) devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays (article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme);
- b) les personnes répondant aux définitions du terme de "réfugié" qui sont données dans la Convention de 1951 et le Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, dans le Statut du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, de 1950, et dans la Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, de 1969, doivent être protégés par la règle du non-refoulement et recevoir asile;
- c) les personnes qui ne répondent pas à ces définitions, mais qui n'en ont pas moins des raisons valables (c'est-à-dire des raisons autres que d'ordre purement économique ou de convenance personnelle) de quitter leur pays d'origine ou de ne pas y retourner, doivent être également protégées contre tout retour forcé dans un pays dans lequel ils seraient exposés à subir des préjudices graves pour les raisons qui les ont conduits à partir.

C'est à la lumière de ces principes qu'il faut analyser soigneusement la première recommandation du rapport. Cette recommandation tend à une "mise à jour" des lois sur les réfugiés, sur la nationalité et sur le travail et à un nouvel examen de la pratique de l'asile. Les considérations dont elle s'inspire sont exposées



aux paragraphes 89 à 92 du rapport; il s'agit, notamment, de l'abus du droit d'asile, de l'érosion des principes qui régissent le droit d'asile et du fait que des personnes dont le statut de réfugié authentique est discutable sont en mesure de bénéficier du droit d'asile et d'une assistance pour émigrer. S'il ne fait pas de doute que ces paragraphes rendent compte correctement d'un certain nombre de problèmes très réels d'actualité, les solutions à envisager doivent éviter certains écueils manifestes. Il est, certes, important de veiller à ce que les mécanismes en place ne soient pas utilisés par des personnes qui, de toute évidence, ne peuvent prétendre bénéficier du droit d'asile, et de prendre, si besoin est, les mesures requises à cette fin. Mais il ne faudrait pas pour autant en arriver à restreindre la définition du concept de réfugié ou à affaiblir les normes et pratiques établies concernant les réfugiés ou les autres personnes qui peuvent prétendre au droit d'asile.

A ce propos, il faut aussi faire observer que la recommandation relative à une mise à jour des lois et des pratiques ne fait aucune distinction entre les mesures qui pourraient être prises au niveau international et à l'échelon national. A l'échelon national, il est possible d'envisager des mesures visant à prévenir tout recours abusif aux mécanismes du droit d'asile et de modifier les lois sur la nationalité et sur le travail sans aller nécessairement à l'encontre des normes et pratiques internationales.

Au niveau international, toutefois, on a vu depuis quelque temps - notamment lors de la Conférence des Nations Unies sur l'asile territorial, tenue en 1977 - le danger qu'il y a à vouloir redéfinir des notions établies : les tentatives dans ce sens risquent d'entraîner un affaiblissement appréciable des normes internationales applicables aux personnes en quête d'un asile et même aux réfugiés.

Sans doute la recommandation relative à une mise à jour des lois et à un nouvel examen de la pratique se situe-t-elle dans la perspective de l'établissement d'un nouvel ordre humanitaire international. Mais si les propositions relatives à l'instauration de ce nouvel ordre contenues dans la résolution 36/136 de l'Assemblée générale font ressortir la nécessité d'un développement progressif du droit humanitaire au sens le plus large du terme, elles n'ont encore qu'un caractère rudimentaire et ne peuvent, de ce fait, servir de base à une redéfinition des concepts et des normes sur lesquels reposent actuellement les lois et les pratiques relatives au droit d'asile et aux réfugiés.

Nous voudrions aussi appeler l'attention sur les recommandations 6, 7, 8 et 9 du rapport concernant l'établissement de mécanismes permettant de traiter les divers aspects des exodes massifs. Nous pensons qu'une définition précise des fonctions de ces mécanismes s'impose si l'on veut éviter la dispersion des efforts et la prolifération d'institutions ayant même vocation. Il faudrait préciser que ces mécanismes ont trait essentiellement aux causes des exodes massifs dans les pays d'origine, et que les problèmes de protection et d'assistance que posent les mouvements de population une fois qu'ils ont eu lieu, sont du ressort des organismes internationaux créés à cette fin.

Les mesures préconisées dans les autres recommandations du rapport nous paraissent pouvoir être appliquées avec profit au problème des exodes massifs de personnes consécutifs à des violations des droits de l'homme.

Il est loisible à toute organisation non-gouvernementale ou à tout groupe d'organisations non gouvernementales d'évaluer les recommandations du rapport et de présenter, à ce sujet, leurs propres observations pour examen.